

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2020
Perspectives 2021

N° 519 - Avril 2021

Économie de l'élevage



2020 : stress et volatilité

2021 : demande ferme pour l'agneau français, grande versatilité des coûts et du climat

- LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE - Une collecte française record sur la campagne 2019-2020
- LA VIANDE OVINE EN FRANCE - La cotation s'envole malgré les perturbations provoquées par la pandémie de Covid-19
- LA VIANDE OVINE DANS L'UE ET DANS LE MONDE
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - 2020 marquée par l'augmentation du prix des agneaux et de la production laitière

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Philippe CHOTTEAU

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Benoît BARON, Vincent BELLET, Cassandre MATRAS, Emmanuel MORIN.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Catherine DE BOISSIEU, Carole JOUSSEINS, Maxime MAROIS, Marie MIQUEL, Aurore PRIEUR, Gilles SAGET.

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui des interprofessions des brebis laitières, à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Nous remercions pour leur soutien l'Association interprofessionnelle du lait et produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. « La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Maeva ANTHEME (CA 26), Jean-Louis BALME (CRAO), Maurane BEAUMONT (CRA Pays de la Loire), Marie-Line BARJOU (CA 87), Jean-Claude BAUP (CA 32), Marie BREISSAND (CA 04), Aurélie BLACHON (CA 31), Dominique CANDAU (CA 88), Pascal CARILLET (CA 55), Manon CORTEZ (CA 30), Aurore KAABOUBA-ESCURIER (CA 47), Dominique DELMAS (CA 12), Alain DEMOULIN (CA 51), Claire DOUINE (CA 76), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Bertille ERIDAN (CA 59-62), Benoît ESMANGIAUD (CA 06), Laurent FICHET (CRA Pays de la Loire), Mickaël FLOQUET (CA 10-52), Aurore GERARD (CA 21), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Lucille GUYARD (CA 03), Claire GUYON (CA 84), Céline CLEMENT (Synd. ovin 79), Laurent KELLER (CA 54), Elodie LAGIER (CA 05),

Anne-Julie METVIER (EDE 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire), Mélody MOISSET-BRUANT (CA 11), Pauline PEREZ (Bovins-Croissance 66), Aurore PRIEUR (CA 02), Rodolphe PUIG (CA 46), Christophe RAINON (CA 58), Anne REEB (CA 31), Alice RINGUET (CA 83), Aline ROULEAU (CA 08), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA 67-68), Danielle SENNEPIN (CA 23), Stéphanie SEVRY (CA 60), Gaïane SEYCHAL (CA 63), Christelle VAILLANT (CA 57), François VALENTIN (CA 48), Catherine VENINEAUX (CA 38), Fabrice VASSORT (CA 43).

Filière laitière

Jean BEUDOU (CA 64), Lauréline DROCHON (Confédération de Roquefort), Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Jean-Claude MATHIEU (EDE 81), Sandrine MERLIN (CA 64), Gilles NOUBEL (UNOTEC), Nathalie RIVEMALE (CA 48), Odile SALLATO (CA 64), Carole VERSAUD (CA 64), Jean-Christophe VIDAL (CA 12).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.



2020 : stress et volatilité

2021 : demande ferme pour l'agneau français, grande versatilité des coûts et du climat

Pandémie et confinement en pleine période pascale, forme de *Brexit* incertaine jusqu'au bout, troisième sécheresse estivale consécutive... 2020 aura soumis les filières ovines françaises, viande et lait, à rude épreuve.

Tous comptes faits, l'année aura généré énormément de stress pour les acteurs, mais n'aura pas été négative sur tous les plans. La collecte laitière a été en hausse, avec un prix très légèrement revalorisé. Les abattages d'agneaux ont été quasi stables, avec des prix en forte hausse après Pâques. C'est l'effet du fort recul de l'offre importée, de près de -10% par rapport à 2019, tout particulièrement en provenance du Royaume-Uni, d'Espagne et de Nouvelle-Zélande. Dans les deux premiers, c'est le contrecoup d'une baisse de production marquée. Quant à la Nouvelle-Zélande, elle privilégie toujours davantage les marchés asiatiques. Bien entendu, la fermeture de la restauration durant de longs mois a aussi handicapé les importations, après un quasi arrêt durant le 1^{er} confinement pour privilégier l'offre française.

Face au manque d'offre, la consommation française de viande ovine a chuté de -8% en 2020.

Les éleveurs ont été pénalisés par une nouvelle sécheresse estivale et la hausse des prix des matières premières à partir de l'été 2020. Ceux qui ont vendu des agneaux pour Pâques ont subi une forte dévalorisation, alors qu'à l'inverse les producteurs plus tardifs ont pleinement bénéficié de la hausse des prix de vente. Globalement, les estimations de revenus des élevages ovins des Réseaux INOSYS sont assez similaires à ceux de 2019 (sauf pour ceux qui produisent des céréales), mais avec de gros écarts au sein de chaque système.

2021 a débuté avec une 3^{ème} vague de COVID. La demande française de viande ovine est restée très dynamique durant le 1^{er} semestre, face à une offre importée qui devrait continuer à baisser. La hausse des prix des grains et surtout des tourteaux a été très impressionnante, mais il semblerait qu'elle soit désormais enrayée, sauf pour les non OGM. Les prix des agneaux restent élevés, même s'ils se replient fortement depuis plusieurs semaines. Le climat est toujours plus versatile...

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Une collecte française record sur la campagne 2019-2020

10/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La cotation s'envole malgré les perturbations provoquées par la pandémie de Covid-19

16/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Recul important des importations de viande ovine

24/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Les importations chinoises de viande ovine ont diminué

28/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38/ PERSPECTIVES 2021

Vers un nouveau recul du disponible mondial ?

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

HIVER 2019/2020



Des cours élevés dès le début de l'année.

La production française de viande ovine, en léger retrait, associée à des importations en fort recul (hormis en provenance d'Irlande), ont allégé le marché français et tiré la cotation vers le haut dès le début d'année 2020.



Début 2020 et suite à une météo plus clémente, l'**Australie** a entamé une recapitalisation de son cheptel ovin, très gravement impacté par de violentes sécheresses successives et les incendies de la fin 2019.



L'hiver 2019-2020
a été l'hiver le plus chaud
enregistré en France.



Dans la moitié Ouest les récoltes d'enrubannage et de foin allient quantité et qualité, mais ce n'est pas le cas à l'Est

Fête de Pâques
le 12 avril.

Mois du Ramadan
du 23 avril au 23 mai.

PRINTEMPS

1^{er} **confinement**
du 16 mars au 11 mars



La pandémie de Covid-19, a bouleversé le commerce mondial : pour la filière française, c'est surtout à Pâques, durant le 1^{er} confinement, que le marché en a pâti. La crainte d'une baisse des achats à cette période cruciale a désorganisé le marché et provoqué une chute des cours (au lieu du traditionnel pic).

Réouverture des **restaurants**
le 2 juin



En plein pic de collecte, les laiteries sont confrontées à des problèmes d'organisation (manque de main-d'œuvre) et de marché. Certaines laiteries ont demandé aux producteurs de réduire de 10% leurs livraisons de lait.

La cotation s'est ensuite rapidement revalorisée avec le déconfinement, la fin du Ramadan et la réouverture des restaurants le 2 juin.

Le cheptel reproducteur néozélandais s'est replié de -1% /juin 2019, à 18,5 millions de brebis et agnelles saillies.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020



Accord UE/NZ : un échange d'offres a été effectué en juin. La Commission a proposé un contingent de viande ovine entre 38 000 et 40 000 t avec un droit intra-contingentaire de 10%. L'offre bien en dessous des espérances initiales néozélandaises a jeté un froid...

ÉTÉ

Fête de l'Aïd
El-Kébir du 31 juillet au 3 août



Une 3^{ème} sécheresse consécutive touche de nombreuses régions, particulièrement le quart Nord-Est du pays.



Les rendements en baisse, en grains et en paille, se traduisent par des achats supplémentaires

Les festivités de l'Aïd El-Kébir, ont bénéficié au marché français durant l'été 2020. Les restrictions de déplacement dues à la pandémie ont limité les départs vers le continent africain : davantage de personnes de confession musulmane ont ainsi célébré l'Aïd en France, augmentant considérablement la demande.



La collecte laitière atteint un niveau record

À près de 295 millions de litres sur la campagne d'octobre 2019 à septembre 2020, la collecte a progressé de 7,5 Ml par rapport à l'exercice précédent (+2,6%). Elle dépasse ainsi son précédent record de la campagne 2017-2018.

Le manque d'eau a handicapé les semis d'automne et les levées de certaines cultures (prairies temporaires, colza).

AUTOMNE

2^{ème} confinement
du 30 octobre au 15 décembre



Les attaques de loups étaient en légère baisse, mais la situation reste très préoccupante dans les territoires colonisés.



Le Brexit a finalement eu lieu le 31 décembre 2020.

Londres et Bruxelles ont trouvé un accord le 24 décembre, soit quelques jours seulement avant la date butoir.



Les conditions météorologiques favorisent le pâturage automnal.

Mortalité élevée pendant les agnelages du printemps néo-zélandais de 2020 (sept.-nov.). Les sécheresses ont pénalisé la production britannique.

Après des importations stables d'une année sur l'autre en septembre, celles-ci ont de nouveau chuté les mois suivants, entraînant une offre inférieure à la demande : hausse de la cotation, avec des prix largement supérieurs à ceux de 2019.

Les français se sont reconfinés pour faire face à une 2^{ème} vague de contaminations mais l'impact sur la consommation d'agneau n'a pas été négatif, comme lors du 1^{er} confinement.

2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

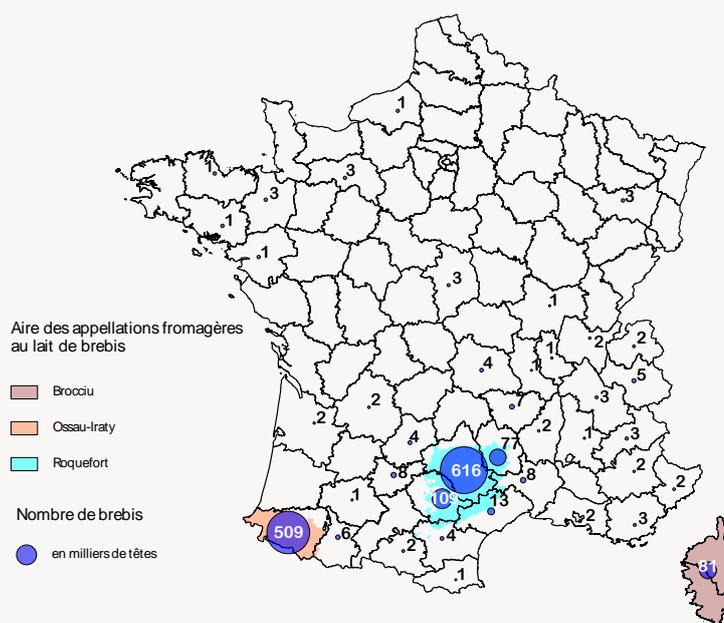
Une collecte française record sur la campagne 2019-2020

À près de 295 millions de litres sur la campagne d'octobre 2019 à septembre 2020, la collecte nationale de lait de brebis a gagné près de 8 millions de litres d'une année sur l'autre et dépassé son précédent record de la campagne 2017-2018. Les fabrications de fromages sont demeurées relativement stables, pendant que les transformations en produits ultrafrais ont continué de progresser. Sur l'année civile 2020, les achats de fromages de brebis par les ménages ont progressé du fait des confinements, grâce à la forte augmentation des ventes en libre-service qui a plus que compensé les moindres ventes au rayon à la coupe. Les exports ont quant à eux été plutôt dynamiques tandis que les ventes en restauration hors foyer ont évidemment reflué.



CHEPTEL 2018

REPARTITION DEPARTEMENTALE DES REPRODUCTEURS OVINS LAIT (2018*)



* En l'absence de données satisfaisantes issues des enquêtes cheptel, les données utilisées sont celles de la BDNI au 1^{er} janvier 2018.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la BDNI
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

4 450 exploitations et 1,51 million de têtes

C'est le nombre de détenteurs de plus de 25 brebis et agnelles laitières en 2018, avec leur cheptel reproducteur.

Une production étroitement liée aux aires d'appellations fromagères

Le cheptel ovin lait français est extrêmement concentré au plan géographique : 6 départements regroupent à eux seuls près de 85% des exploitations détentrices de plus de 25 têtes, pour un peu plus de 92% du cheptel associé. Ces départements sont par ordre décroissant de cheptel (données BDNI 2018) : l'Aveyron (616 000 têtes), les Pyrénées-Atlantiques (510 000 têtes), le Tarn (110 000 têtes), la Lozère (77 000 têtes) et les deux départements Corse (80 000 têtes). Ces départements ont en commun l'appartenance de toute ou partie de leur territoire à une aire d'appellation fromagère : le fromage d'Ossau-Iraty pour les Pyrénées-Atlantiques, le Brocciu pour les départements Corse et le Roquefort pour les trois autres départements cités. Les systèmes d'élevage (race, dimension des cheptels, systèmes d'alimentation...) diffèrent fortement entre ces régions.

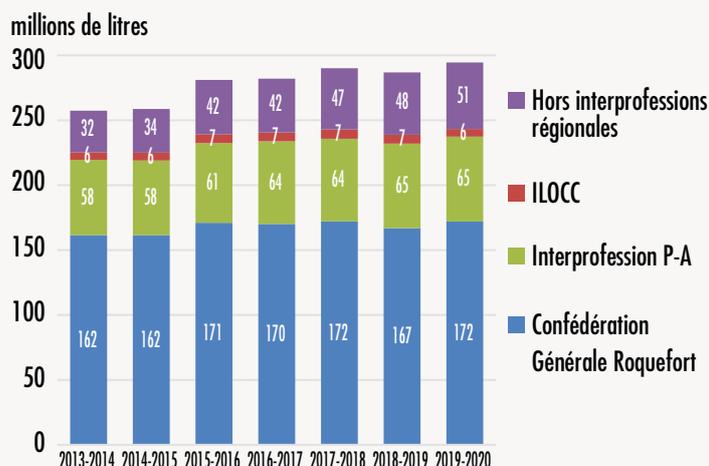
Les trois quarts des détenteurs d'ovins lait livrent leur lait, soit environ 3 400 en 2019 d'après les enquêtes laitières. Le quart restant pratique la transformation à la ferme.

Plus d'une brebis laitière sur 10 élevée en bio

Selon les données de l'Agence Bio, le nombre de brebis laitières en bio ou en conversion était de 136 000 en 2019, soit environ 11% du cheptel national. Celles-ci se répartissaient sur environ 640 exploitations dont environ 220 sont des livreurs. Ces derniers sont à 90% localisés sur les départements de la Lozère et de l'Aveyron.

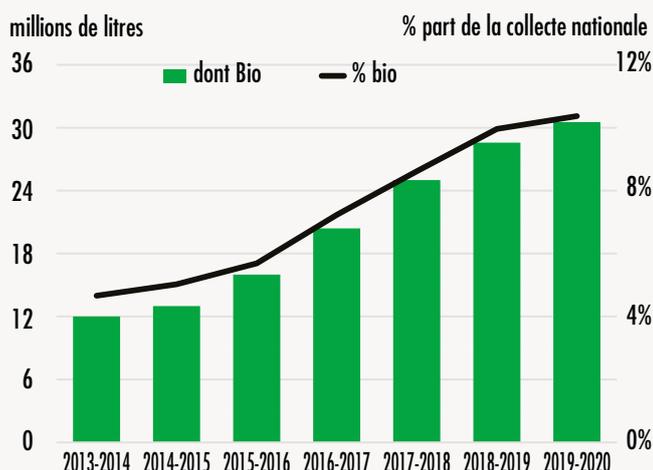
COLLECTE NATIONALE DE LAIT DE BREBIS

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS



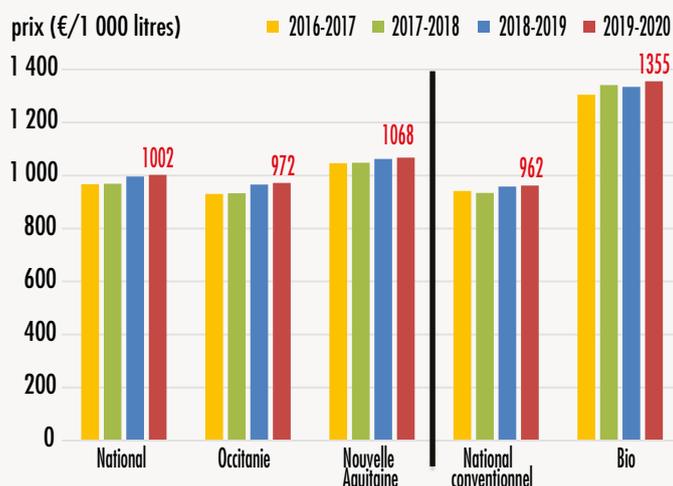
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et interprofessions

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS BIOLOGIQUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE BREBIS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

295 millions de litres

C'est le nouveau record de collecte établi sur la campagne 2019-2020 en France

Un démarrage de campagne très dynamique

La collecte nationale de lait de brebis approche les 300 millions de litres. À 294,5 millions de litres au total d'octobre 2019 à septembre 2020, elle a progressé de près de 8 millions de litres d'une campagne à l'autre, soit +2,4% (effet bissextile neutralisé), dépassant ainsi son précédent record de 2017-2018 (290 millions de litres). Elle a connu un démarrage dynamique en 1^{ère} partie de campagne, qui s'explique par une désaisonnalisation progressive de la production, de bons résultats de reproduction et des fourrages de qualité. Fin mars, elle comptait en effet près de 10 Ml d'avance sur son cumul de l'année précédente à pareille époque. Les conditions climatiques, mais aussi la demande de maîtrise des volumes d'une partie des transformateurs lors du 1^{er} confinement, au pic annuel de collecte, ont atténué la dynamique à partir du printemps.

La collecte a progressé plus fortement en région Occitanie (+3,3%/campagne précédente) où se concentre la collecte des fabricants de Roquefort, mais aussi une partie importante de la collecte réalisée en dehors des interprofessions territoriales qui ne cesse de progresser. Elle a été en très légère progression sur la zone Pyrénées-Atlantiques mais en retrait en Corse.

La collecte biologique tend à se stabiliser

Passée de quelques 13 millions de litres lors de la campagne 2014-2015 à plus de 30 millions de litres en 2019-2020, la collecte de lait de brebis biologique pèse désormais plus de 10% de la collecte totale (contre seulement 4,5% en vache et environ 2,5% en chèvre à titre de comparaison). Elle est valorisée en particulier en produits ultrafrais (1/3 des ultra-frais au lait de brebis sont bio).

La forte dynamique à l'œuvre ces dernières années tend toutefois à s'estomper puisqu'elle ne s'est accrue « que » de +6,6%, contre +23% puis +14% sur les deux campagnes précédentes, l'offre ayant désormais rejoint une demande qui semble arriver à maturité. Un effet des confinements est aussi à prendre en compte, avec une simplification des références en GMS forcément peu favorable au lait de brebis.

Une bonne dynamique des prix sur la campagne

D'après FranceAgriMer, en moyenne nationale tous laits, le prix du lait de brebis s'est établi à 1 002 €/1 000 l, soit près de +7 € d'une année sur l'autre (+0,7%). Il s'élève à 972 €/1 000 l (+6 €, soit +0,6%) en Occitanie, qui inclut le bassin Roquefort, et 1 068 €/1 000 l (+5 € soit +0,5%) en Nouvelle-Aquitaine, siège du bassin Pyrénées-Atlantiques.

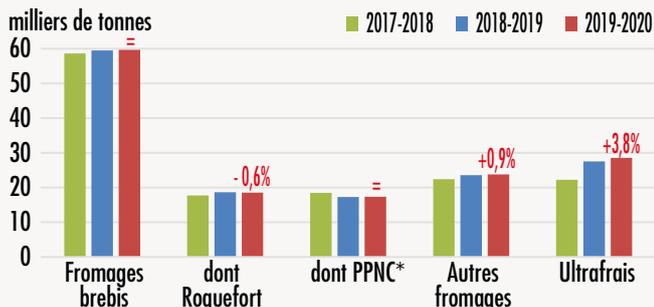
Au plan national, le prix du lait biologique (dont la collecte se concentre largement sur la région Occitanie et participe à augmenter le prix sur la région) a crû plus fortement que celui du lait conventionnel, à 1 355 €/1 000 l (+21 €, soit +1,6%) contre 962 €/1 000 l (+4 €, soit +0,4%).



2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

FABRICATIONS & CONSOMMATION

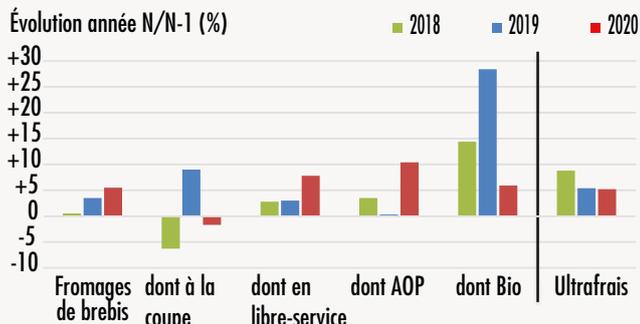
ÉVOLUTION DES FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS AU LAIT DE BREBIS



*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

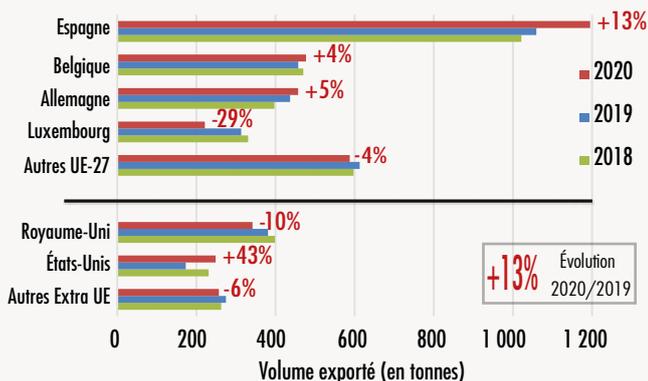
ÉVOLUTION DES ACHATS DES MÉNAGES (EN VOLUME) DE PRODUITS LAITIERS AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar / FAM

EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2020

EXPORTATIONS DE FROMAGES DE ROQUEFORT



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ComExt

Stabilité des fabrications fromagères et croissance modérée en ultrafrais

Les fromages représentent de très loin le principal débouché pour le lait de brebis : ils absorbent aux environs de 90% des volumes collectés. Sur la campagne 2019-2020, FranceAgriMer fait état de fabrications en très légère progression sur la précédente (+0,3%), à un peu moins de 59 700 t.

En lien avec les évolutions connues par la collecte, après un démarrage dynamique (près de +5% en cumul d'octobre à février), les fabrications se sont tassées sur la 2nde partie de campagne. Les fabrications de Roquefort ont reculé modérément à 18 530 t (-0,6%), celles de pâtes pressées non cuites se sont légèrement accrues à 17 350 t (+0,4%) tandis que celles des autres fromages (pâtes molles, fromages à salade...) ont progressé de près de +1%.

Les produits ultrafrais (yaourts, desserts...) ont pour leur part enregistré une nouvelle croissance sur la campagne, de près de +4%, à plus de 28 500 t (dont 9 500 t en bio).

Une consommation bousculée puis boostée par les confinements

L'année 2020 restera forcément une année atypique quant à la consommation, en lien avec les confinements imposés dans le pays et la fermeture durable de la restauration commerciale. La filière lait de brebis a cependant pu compter sur des achats des ménages dynamiques, qui ont partiellement compensé la baisse des ventes dans la restauration hors domicile. D'après le panel Kantar, l'ensemble de la gamme brebis a en effet connu une belle croissance, toutefois freinée du fait des ventes à la coupe qui ont accusé un repli de -2% alors même qu'elles pèsent pour 12% des ventes de fromages de brebis (contre 9% en chèvre et 5% en vache). Au global, les ventes de fromages ont progressé de +5,5 % en tonnage et celles d'ultrafrais d'un peu plus de 5% /2019. Le prix moyen des produits achetés par les ménages a quant à lui progressé de +1% pour les fromages mais accusé un repli de -1,5% pour les ultrafrais. Après plusieurs années de croissance à deux chiffres, les ventes de fromages bios progressent plus modérément (+6%).

Des exportations globalement dynamiques

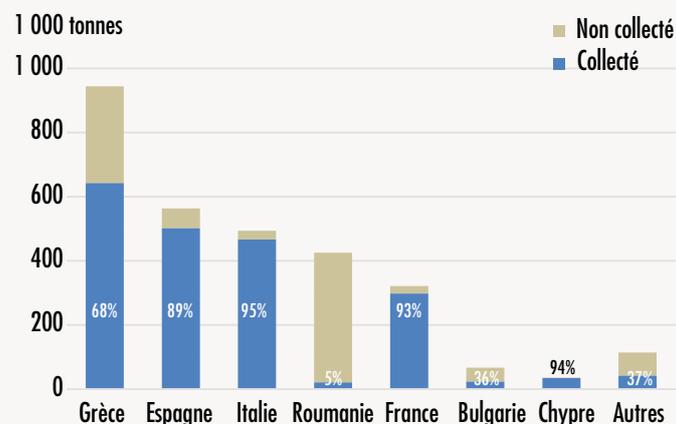
Les exportations françaises de fromages de brebis ont été dynamiques en 2020 malgré le contexte agité. D'après les codes douaniers dédiés à quelques fromages 100% au lait brebis¹ (sans forcément que ce suivi ne soit exhaustif de l'ensemble des fromages de brebis faute de codes douaniers spécifiques, notamment sur les pâtes pressées non cuites), elles ont progressé de +4% /2019 à 15 300 t, pour 107,8 M€ (+5%). Les exportations sont majoritairement composées de fromages à salade, en saumure, de type feta (56%). L'Allemagne, 1^{er} débouché pour ces fromages, a augmenté ses achats à hauteur de 41,3 M€ (+2%).

Le fromage Roquefort reste un pilier de ces exportations, débouché du quart des volumes (3 700 t ; +2% /2019) pour près de 40% de valeur (41,8 M€ ; +3% /2019). L'Espagne, 1^{ère} destination de Roquefort de longue date, a accru ses achats de +13%, à 1 200 t.

¹Codes suivis : 04064010 (Roquefort), 04069029 (Kashkaval), 04069032 (Feta), 04069035 (Kefalo-Tyri), 04069050 (fromages de brebis en saumure), 04069063 (Fiore Sardo et Pecorino)

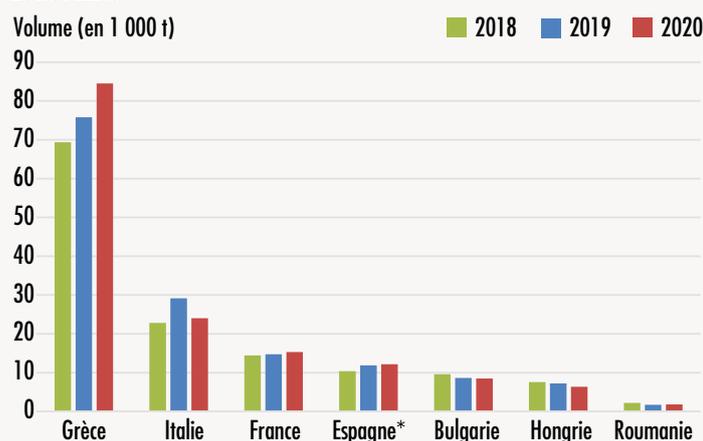
LA PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS EN EUROPE

PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE BREBIS CHEZ LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE L'UE-27 EN 2019



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE FROMAGES DE BREBIS DES PRINCIPAUX PRODUCTEURS EUROPÉENS



* En plus des codes douaniers suivis comme pour les autres pays, les exportations de *Queso Manchego* sont prises en compte. Ce fromage typique espagnol, souvent aux laits de mélange et très exporté n'est en effet pas compris dans les codes suivis.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ComExt et *Oviespana*

EXPORTATIONS DE FROMAGES DE BREBIS DES PRINCIPAUX PRODUCTEURS EUROPÉENS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEQA

Des indicateurs de suivi peu peu précis à l'échelle de l'UE-27

Avec moins de 2% de la production laitière et 1,4% de la collecte totale de l'UE-27, le lait de brebis est un secteur mal connu. Les indicateurs de suivi de la production et des marchés sont peu nombreux, peu fiables et souvent publiés avec retard.

La Grèce, avec plus de 6,2 millions de têtes de brebis et agnelles laitières recensées fin 2020, est le 1er producteur européen. Sa production nationale est estimée à 950 milliers de tonnes en 2019 (dont près de 650 collectées). Elle est plutôt dynamique : +17% en 4 ans pour la production comme pour la collecte. Elle devance l'Espagne (2,35 M têtes), dont la production oscille aux environs de 560 000 t dont 90% est collectée, et l'Italie (4,8 M têtes), dont la production a dégringolé au début de la décennie (à peine 500 000 t en 2019 contre 100 000 de plus en 2009) mais retrouve une certaine croissance depuis son point bas de 2014.

La France (1,6 M têtes) occupe le 4^{ème} rang en terme de collecte. La Roumanie, 1^{er} cheptel de l'UE-27 avec près de 7,8 M têtes, a une production supérieure à 400 kt, qui est peu collectée.

Des fromages de brebis renommés

Malgré des volumes de lait limités et la part élevée de lait transformé à la ferme, certains fromages de brebis bénéficient d'une renommée internationale et font l'objet d'un commerce relativement important, y compris au-delà des frontières de l'UE. C'est le cas de la Feta AOP grecque dont les exportations, très dynamiques (+12% /2019 en volume) absorbent plus de 50% du lait produit dans le pays et dynamisent la production de lait de brebis. En 2020, le pays en a exporté près de 85 000 t pour près de 440 M€ d'après Eurostat, soit le double du volume de 2013.

L'Italie repose pour sa part de façon très importante sur les exports de Pecorino (75% de ses exports de fromages de brebis en volume), à plus de 50% destiné aux États-Unis. La France s'appuie sur une gamme plus large de fromages mais avec une part non négligeable du Roquefort (25% des volumes mais 40% de la valeur), tandis que l'Espagne compte sur les exports de Queso Manchego (environ 12 000 t en 2020, x2 /2012) et de fromages purs brebis ou de mélange hors nomenclature douanière.

Une conjoncture globalement plus favorable sur l'année écoulée

En **Grèce**, la collecte 2020 de lait de brebis a atteint 664 millions de litres, en hausse de +4% /2019, avec un prix également en hausse, de +6% d'une année sur l'autre. En **Espagne**, la campagne écoulée a vu une collecte en léger recul, à peine supérieure à 500 millions de litres d'après FEQA, mais les prix ont nettement progressé. Ils ont ainsi repassé la barre des 900 €/1 000 l pour la 1^{ère} fois depuis la campagne 2014-2015, à 916 €/1 000 l.

En **Italie** enfin, malgré des fabrications en hausse et des exports en repli (24 000 t tous fromages brebis suivis, dont 18 000 de Pecorino, soit -18% et -14% /2019), les cotations du Pecorino Romano ont retrouvé des valeurs qui n'avaient plus été connues depuis la campagne 2015-2016, dépassant les 7,2 €/kg, soit +17% d'une campagne sur l'autre. Selon le Centre d'études agricoles de Cagliari, les laiteries devraient être en mesure de payer le lait de brebis autour de 1 000 €/1 000 l, mais, en Sardaigne où est produit 70% du lait de brebis italien, il semble stagner à 850 € et les tensions restent vives entre producteurs et collecteurs.

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

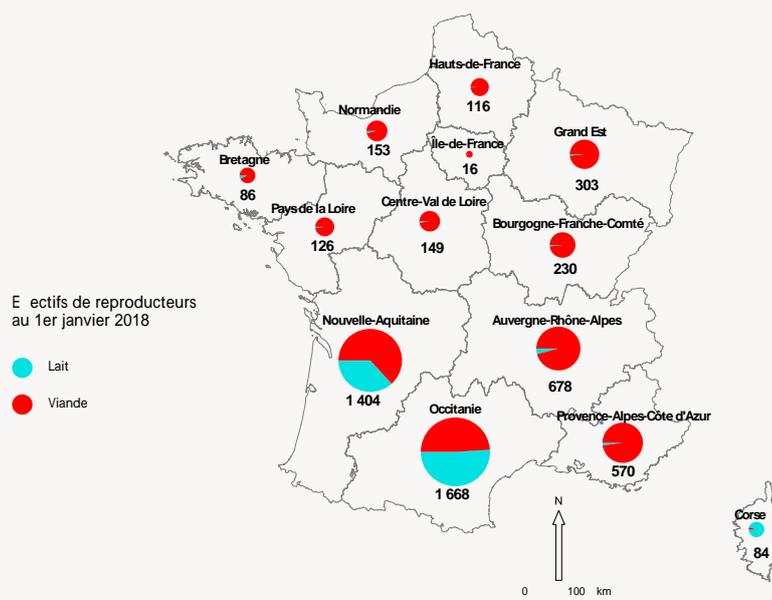
La cotation s'envole malgré les perturbations provoquées par la pandémie de Covid-19



Le léger repli de la production ovine et des importations a engendré une forte tension sur le marché de l'agneau, dont la cotation s'est envolée, excepté à Pâques 2020. Le manque d'offre au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande, combiné à la volonté de la filière française de soutenir ses producteurs durant la pandémie, expliquent le fléchissement des importations. La consommation nationale a logiquement reculé faute de disponibilités, à son plus bas niveau depuis 1974.

CHEPTEL 2018

RÉPARTITION RÉGIONALE DU CHEPTEL OVIN



5,7 millions

C'est le nombre de brebis et d'agnelles saillies présentes en France au 1^{er} janvier 2018.

D'après la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI), dont les données sont remontées via les Etablissements Départementaux de l'Elevage, le cheptel français en 2018 était de 5,7 M de brebis et agnelles saillies. La tendance est en baisse depuis les années 1980 où ce chiffre approchait les 10 M de têtes.

Suite à une nouvelle modification de l'échantillon d'exploitations et de la méthodologie de l'enquête du SSP, il ne nous est malheureusement pas possible de nous appuyer sur leurs données et donc d'avoir des données plus récentes.

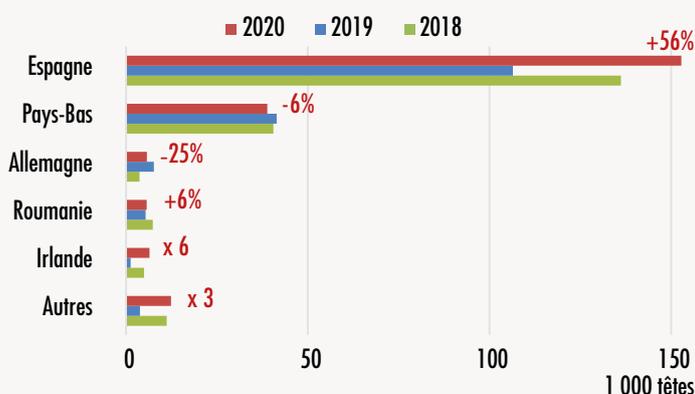
Les 4 régions du sud de la France (Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) concentraient environ 80% des brebis.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la BDNI, données 2018. Cartographie Cartes & Données - © Artique

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2020

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

Avec près de 56 000 têtes de plus qu'en 2019 (+34%), les importations françaises d'ovins vivants ont bondi en 2020, après cinq années de baisse.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

222 000 têtes

C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2020.

Ce fort rebond des achats en 2020 repose sur celui des importations d'agneaux (+39% /2019 à 207 000 têtes, soit +58 000 têtes), provenant en grande majorité d'**Espagne** (+50% à 139 000 têtes) et secondairement des **Pays-Bas*** (+1% à 39 000 têtes).

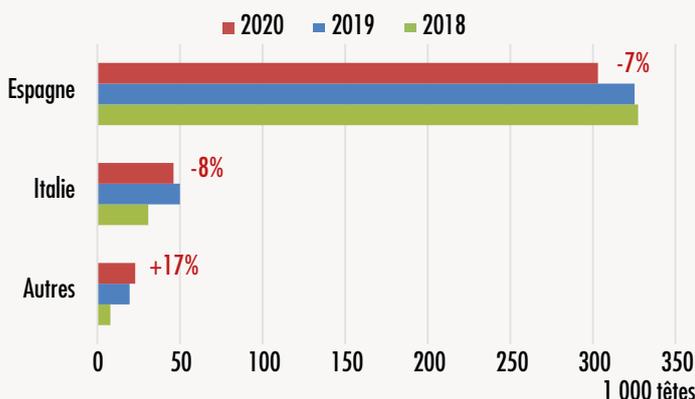
Les importations d'ovins adultes, représentant 7% des ovins vifs importés en France, ont quant à elles diminué, de -13% par rapport à 2019 (-2 300 têtes à 15 000 têtes). C'est surtout le très fort recul des envois néerlandais (-92%, soit -2 900 têtes) qui a marqué 2020.

L'Espagne demeure de loin le 1^{er} fournisseur de la France en ovins vifs, avec 153 000 têtes en 2020, soit une hausse de +44 %/2019.

*Attention, le port de Rotterdam aux Pays-Bas permet beaucoup de ré-export.

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

Après un regain en 2019, les envois d'agneaux ont à nouveau reculé en 2020, avec 372 000 têtes exportées (-6%).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

-23 000 têtes

C'est la baisse des exportations françaises d'agneaux vivants en 2020.

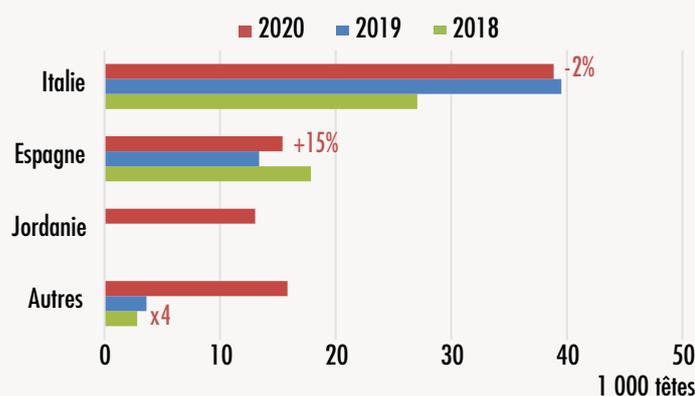
Malgré une baisse des envois vers notre premier client, l'Espagne, les exportations d'ovins vifs en 2020 étaient proches de leur niveau de 2019, principalement grâce au dynamisme de la demande en ovins adultes.

Comme chaque année, les envois d'ovins toutes catégories se sont principalement orientés vers l'**Espagne** (-6%, à 319 000 têtes) et l'**Italie** (-5%, à 85 000 têtes), avec des agneaux majoritairement issus du cheptel laitier et expédiés pour les fêtes de fin d'année.

Après trois années creuses, 900 ovins ont été exportés vers le **Liban** au mois d'octobre, dont 600 agneaux vivants.

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Les envois français d'ovins adultes vivants ont rebondi en 2020 (+47% /2019).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

+27 000 têtes

C'est la hausse des exportations françaises d'ovins adultes vivants en 2020.

Comme pour les agneaux, la **demande italienne** en ovins adultes français a été un peu moindre en 2020, à 39 000 têtes (-2% /2019).

Les envois ont augmenté à destination de l'**Espagne** (+15% à 15 000 têtes) et de la **Pologne** (de 600 têtes en 2019 à 5 800 têtes en 2020). Des envois vers le **Royaume-Uni** ont été constatés (2 800 têtes). Ceux vers la **Grèce** ont repris (1 900 têtes).

L'ouverture du marché **jordanien** en mai 2020 a été une aubaine pour la France, qui y a expédié 13 000 ovins adultes sur 8 mois. Près de 7 800 ont été vendus à la Pologne en 2020, contre 600 en 2019.

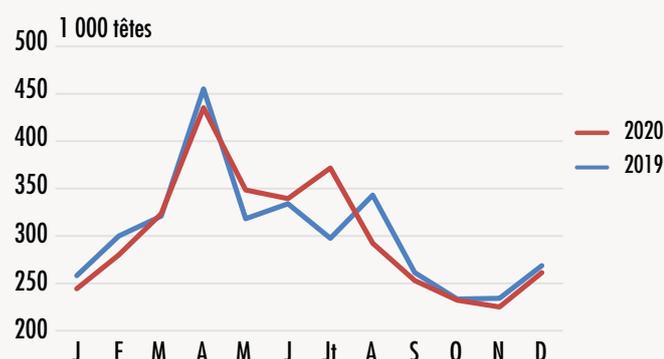
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

80 200 téc

C'est la quantité de viande ovine abattue en France en 2020.

PRODUCTION 2020

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3,6 millions de têtes au total, les abattages contrôlés d'agneaux ont très légèrement diminué en 2020 (-0,5% /2019).

Les sorties d'agneaux des exploitations françaises ont reculé en 2020, à 3,8 millions de têtes (-99 000 têtes/2019). Toutefois, la hausse des importations d'agneaux vivants (+58 000 têtes), parallèlement à des exportations stables, a quasiment contrebalancé cette baisse. Au final, les abattages d'agneaux ont légèrement reculé d'une année sur l'autre (-0,5% soit - 17 900 têtes /2019).

La baisse des abattages de janvier à avril, due aux incertitudes des consommateurs face aux premières mesures de restrictions sanitaires, a ensuite été contrebalancée par de nettes hausses en mai (lors du 1^{er} déconfinement) et en juillet (Aïd-el-Kébir). Les abattages ont de nouveau reculé d'une année sur l'autre après août, principalement en raison d'un manque d'offre.

VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Les abattages contrôlés d'ovins adultes ont de nouveau baissé en 2020, de -5%, à 530 000 têtes.

Les réformes d'ovins adultes des exploitations françaises étaient quasiment stables entre 2019 et 2020, avec +0,4% /2019 à 598 000 têtes. Les abattages ont quant à eux reculé du fait du bond des exports en vif (+27 000 têtes /2019) et du repli concomitant des imports (-2 300 têtes).



La légère baisse des effectifs abattus, à un poids moyen de carcasse stable, a induit un tassement de -1% de la production française de viande ovine en 2020 (à 80 200 téc).

Après avoir été alourdi en 2019, le poids de carcasse moyen des agneaux français était de nouveau stable en 2020. À 18,3 kg en moyenne, il était équivalent à son niveau de l'année précédente. Face à des abattages en léger retrait, la production française de viande d'agneau a donc baissé légèrement, à 66 000 téc en 2020 (-0,6% /2019).

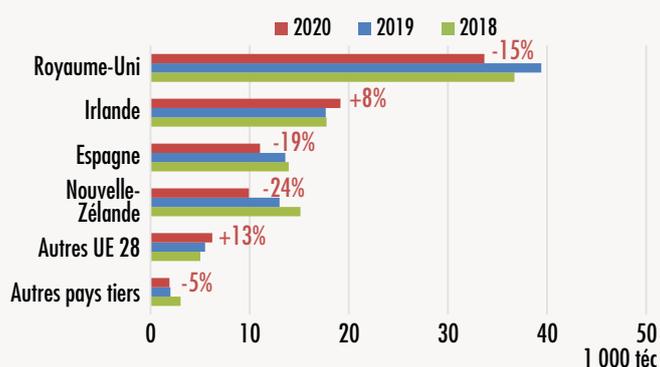
Le poids carcasse moyen des réformes était quant à lui en hausse en 2020 (+2,4% /2019 à 26,9 kg), atténuant la baisse de la production de viande d'ovins adultes, à -2,5%, avec 14 200 téc.

81 970 téc

C'est le volume de viande ovine importé en France en 2020.

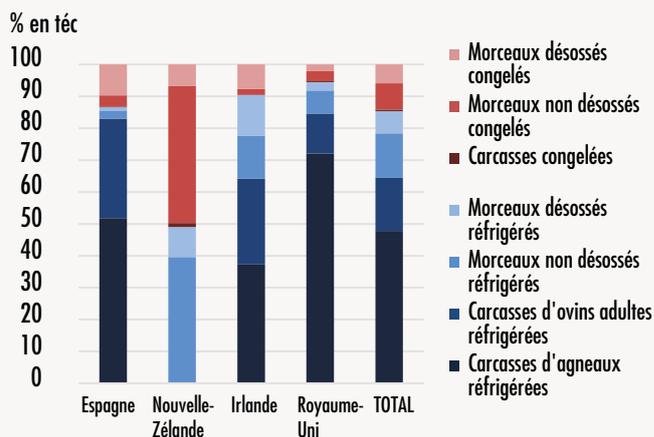
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2020

ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

Les importations françaises de viande ovine se sont effondrées en 2020, de -10% /2019, à 81 970 téc. Hormis ceux originaires d'Irlande, les achats ont baissé en provenance de nos principaux fournisseurs : Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande et Espagne. La pandémie de Covid-19 et ses impacts sur le marché mondial de la viande ovine expliquent en partie ce net reflux.

La viande ovine est principalement importée en France sous forme réfrigérée : 85% de la viande ovine importée en 2020 (contre 84% en 2019 et 81% en 2018). Ce sont les carcasses réfrigérées qui constituent le gros des volumes (48% des imports sont des carcasses d'agneaux et 17% des carcasses d'ovins adultes). La plus grande part des importations de viande ovine provient du Royaume-Uni sous forme réfrigérée. Les découpes représentaient 35% des importations, contre 39% en 2019 : la totalité de la viande ovine néozélandaise importée est sous forme de découpes, face à 15% seulement pour la viande britannique, et la Nouvelle-Zélande perd des parts de marché en France. En 2020, les morceaux non désossés réfrigérés représentaient 14% du total, les morceaux désossés réfrigérés 7%, les morceaux non désossés congelés 8% et les morceaux désossés congelés 6%. Du fait d'une offre rare, le prix moyen des viandes ovines importées était en hausse de 42 centimes, à 5,85 €/kg éc, comparé à 2019. Face à la pandémie qui a bouleversé les habitudes des consommateurs, la filière française a décidé temporairement de moins importer pour soutenir la production nationale au moment de Pâques et les quelques mois qui ont suivi. Ce choix, conjugué aux fluctuations de marché propres à nos principaux fournisseurs, explique la baisse des importations en 2020.

En 2019, face aux incertitudes liées au Brexit, le cours de l'agneau britannique était devenu très compétitif. Les britanniques ont alors produit et exporté abondamment. Fin 2019, la baisse du cheptel britannique a fortement ralenti la production et donc les exportations du Royaume-Uni en 2020, notamment vers la France. Il est resté le premier fournisseur de la France, mais avec une part de marché ramenée de 43% (2019) à 41%. Les carcasses d'agneaux réfrigérés représentaient 72% des volumes importés à un prix moyen de 5,76 €/kg éc, en hausse de +10% /2019.

Malgré une hausse de la production en Nouvelle-Zélande en 2020, la réorientation de ses expéditions vers la Chine ainsi que la baisse temporaire de la demande à l'importation en France ont entraîné un important repli des achats français d'agneau NZ (-24% à 9 900 téc, soit 12% des imports français, contre 14% en 2019). Ils étaient composés à 99% de découpes (« chilled » pour moitié), majoritairement de gigots (54% des volumes). Le prix moyen de la viande ovine néozélandaise importée en France a faiblement progressé, de +1% à 6,40 €/kg éc.

La filière ovine en Espagne a été l'une des plus impactées par la pandémie, qui *in fine* a provoqué une baisse de la production et des envois. Les importations françaises de viande ovine espagnole ont ainsi baissé de -19%, à 11 000 téc. Les achats de viande espagnole ont représenté 13% des achats totaux (contre 15% en 2019). Ces importations comptaient notamment 52% de carcasses d'agneaux réfrigérés, 2% moins chères qu'en 2019 (à 6,32 €/kg éc), et 31% de carcasses d'ovins adultes réfrigérés.

L'Irlande a quant à elle tiré son épingle du jeu et profité du manque d'offre sur le marché européen, dû au retrait momentané du Royaume-Uni et à la réorientation des flux néozélandais vers la Chine. Les importations de viande irlandaise ont progressé de +8% /2019, à 19 200 téc, et leur part de marché est passée de 19% à 23% en 2020. Elles étaient constituées principalement de carcasses réfrigérées d'agneaux (37%), valant en moyenne 5,66 €/kg éc (+ 5% /2019), de carcasses réfrigérées d'ovins adultes (27%) et de découpes réfrigérées.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

47%

C'est la part de la viande ovine française dans la consommation nationale en 2020.

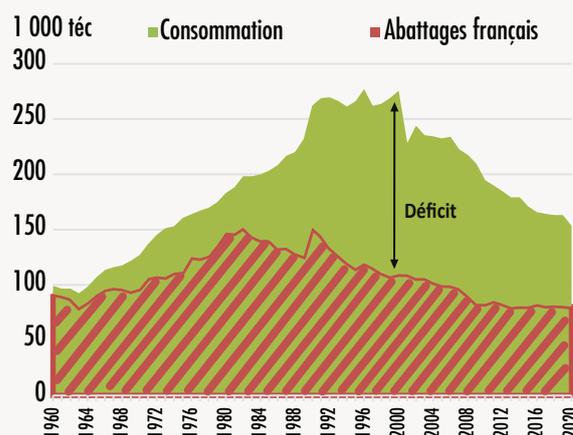
CONSOMMATION 2020

BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2017	2018	2019	2020	2020/19
Abattages contrôlés	110	83	81	81	81	80	-1%
Imports vifs	10	7	3	3	2	3	+37%
Exports vifs	7	10	4	3	4	5	+16%
Production indigène brute	107	85	82	82	83	82	-1%
Imports viande	175	121	92	92	91	82	-10%
Exports viande	9	9	9	9	8	7	-17%
Consommation	275	195	164	164	164	155	-5%
Population (millions hab.)	60,5	64,6	67,0	67,1	67,3	67,4	=
Consommation/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,5	2,4	2,4	2,3	-5%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

La consommation française de viande ovine a chuté en 2020

Le manque d'offre en France, avec une légère baisse de la production mais surtout un fort recul des imports, a provoqué un net repli de la consommation nationale en 2020. Calculée par bilan, celle-ci a reculé de 8 500 téc, à 155 000 téc. La consommation par habitant est ainsi estimée à 2,3 kg équivalent carcasse en 2020, soit -5% de moins qu'en 2019, et moitié moins qu'en 2000 !

La part de la viande issue des abattages français dans la consommation nationale a augmenté, atteignant 47% (contre 44% en 2019). Le reste est assuré par les viandes britannique (22%), irlandaise (12%), espagnole (7%) et néozélandaise (7%), dont les parts de marché ont baissé, excepté pour la viande irlandaise. La mise en avant de la viande française dans les rayons pour soutenir les producteurs pendant la crise du Covid-19, notamment à Pâques, explique en partie cette évolution.

ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS PAR CLASSES D'ÂGE



*Hors abats, hors gros achats - dont élaborés

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar / Interbev

D'après les données extrapolées du panel Kantar, les achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont baissé de -3% en 2020 par rapport à 2019.

45,5% des ménages français ont acheté de la viande ovine pour leur consommation à domicile (contre 45% en 2019), avec en outre une baisse de leur fréquence d'achat (-4,3% /2019, à 4,2 achats /an).

Malgré un léger repli en 2020, les ménages les plus âgés restent les plus gros acheteurs, avec 45% des volumes achetés par les plus de 65 ans et 31% par les 50 à 64 ans. Bien que faibles, les achats de viande ovine par les ménages plus jeunes : de 35 à 49 ans et de moins de 35 ans ont progressé entre 2019 et 2020.

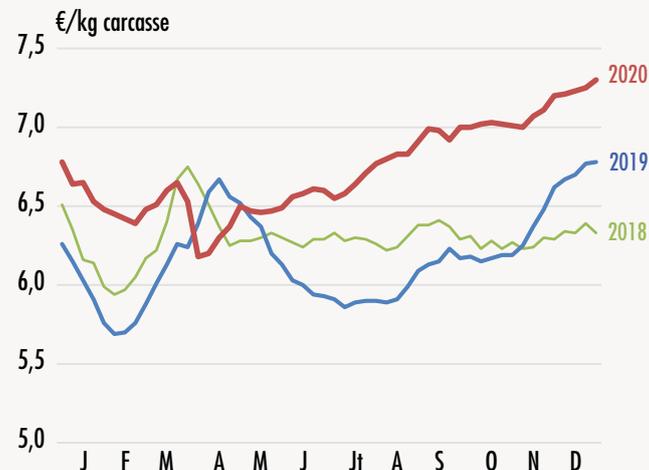
58% des volumes ont en outre été achetés en hypermarchés et supermarchés (-7% /2019), 34% en circuits spécialisés (+13%), incluant notamment les boucheries, 5% dans les supérettes de proximité (+4%) et 3% en *hard discount* (-7%).

Dans le même temps, bien évidemment, la consommation des ménages hors domicile a fortement chuté en 2020, notamment en restauration commerciale.

PRIX 2020

PRIX MOYEN PONDÉRÉ DE L'AGNEAU FRANÇAIS

À 6,73 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, le Prix Moyen Pondéré de l'agneau français s'est envolé en 2020, de +0,55 €/kg par rapport à 2019. Hormis à Pâques où il a chuté, il est resté à des niveaux historiquement élevés toute l'année.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

6,73 €/kg de carcasse

C'était le prix moyen pondéré de l'agneau en France en 2020.

Une baisse saisonnière limitée début 2020

Au 1^{er} trimestre, la baisse saisonnière de la cotation a été limitée malgré les sorties plutôt abondantes d'agneaux issus du bassin laitier : le ralentissement des importations a alors évité un encombrement du marché.

Chute des cours pour Pâques puis forte reprise

Pâques étant au milieu du 1^{er} confinement, la filière craignait que l'interdiction des rassemblements fasse chuter les ventes. Le marché a en effet été bouleversé avant Pâques : creux de la cotation au lieu du traditionnel pic. *In fine*, grâce à l'action de l'Interprofession et la communication des distributeurs, les achats des ménages ont été au rendez-vous. Après Pâques, le bas niveau des importations et les diverses fêtes religieuses (*Pessa'h, Ramadan, Aid el-Fitr*) ainsi que la réouverture des restaurants, ont élevé la cotation à de hauts niveaux. Le 2^{ème} confinement, moins strict, a été propice à la cuisine et aux achats de viande d'agneau, soutenant le prix jusqu'à la fin de l'année.

EXPORTATIONS DE PEaux D'OVINS 2020

Le marché de la laine et des peaux ovines était très dégradé en 2020 : la pandémie a provoqué une chute de la demande et des échanges. Il n'était plus question de prix mais de savoir comment écouler les stocks : les débouchés vers les filatures françaises restent très minoritaires comparés aux volumes exportés.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEaux D'OVINS LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

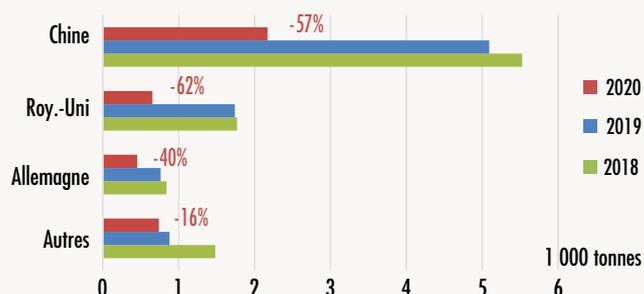
Après un très léger recul en 2019, les exportations françaises de peaux lainées se sont effondrées en 2020 (-32% /2019, à 2,1M de pièces).

Les envois de peaux lainées d'agneaux (>80% des envois) ont chuté de -19%/2019. À 3,33 €/pièce, leur prix moyen était de nouveau en baisse, de -2% par rapport à 2019. Elles ont ainsi atteint leur plus bas niveau depuis 2010.

Les envois de peaux lainées d'ovins adultes ont chuté de -60% après avoir bondi entre 2018 et 2019, de +73%. Elles ont atteint 409 000 pièces en 2020. Contre toutes attentes, cela a fait exploser le prix unitaire: 7,26 €/pièce (soit +80% /2019).

EXPORTATIONS DE LAINE 2020

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Tombées à 4 000 tonnes en 2020, les exportations françaises de laine ont été divisées par deux en un an.

Les envois se sont en effet écroulés vers les trois principales destinations de la France : la Chine (-57%), le Royaume-Uni (-62%) et l'Allemagne (-40%).

En baisse de -3% par rapport à l'année précédente, leur prix unitaire est tombé à 1,38 €/kg, 3 à 4 fois inférieur aux niveaux enregistrés au début des années 2000.



4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



Recul important des importations de viande ovine

La baisse des abattages et des exportations britanniques est en particulier la cause du repli général de la production et des expéditions de viande ovine à l'échelle de l'UE-28. A cela s'ajoute la baisse des importations, due à la diminution notable des approvisionnements en provenance d'Océanie : le disponible total –ou consommation par bilan– de l'UE à 28 a nettement fléchi en 2020. Nous avons fait le choix de raisonner pour l'UE à 28 encore en 2020, au motif que le Royaume-Uni était toujours partie prenante du marché européen durant la période de transition jusqu'en fin d'année.

61,6 millions de têtes

C'était le cheptel de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 28 en décembre 2020

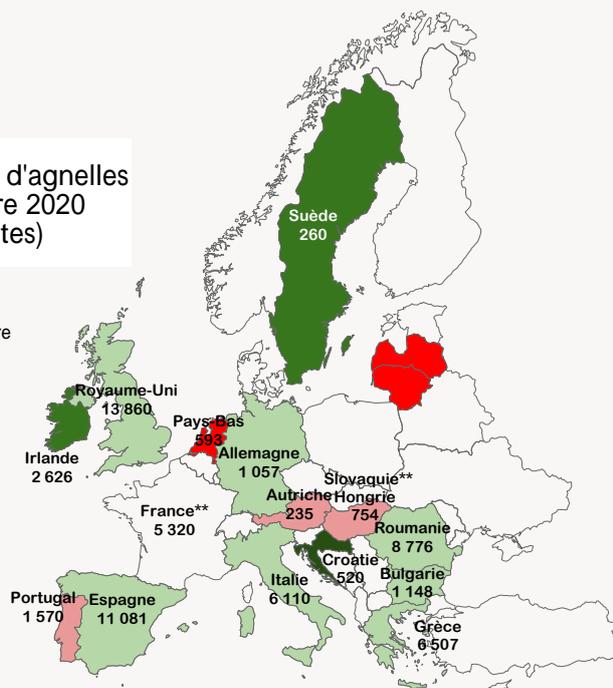
CHEPTEL 2020

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*

Effectifs de brebis et d'agnelles saillies en décembre 2020 (en milliers de têtes)

Evolution du cheptel de brebis et agnelles saillies entre déc. 2019 et déc. 2020

- de -10 à -5 %
- de -5 à -2 %
- de -2 à +2 %
- de +2 à +5 %
- de +5 à +7 %



D'après nos estimations, le cheptel ovin reproducteur européen était globalement au même niveau fin 2019 et fin 2020. La hausse du cheptel reproducteur irlandais (+2% soit +55 000 têtes) aurait partiellement compensé la baisse du cheptel en Roumanie (-1% /2019 soit -95 000 têtes).

* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués ici.

** Seul une estimation du cheptel français est disponible pour déc.2020. De plus, ces données SSP de cheptel ovins ne sont pas comparables aux données de déc. 2019. On ne présente donc pas l'évolution du cheptel français.

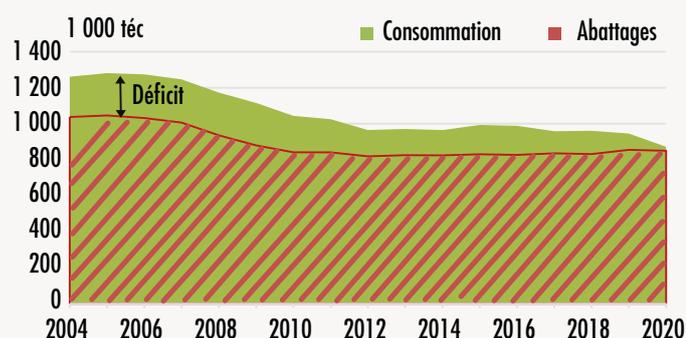
*** Pas de données en 2020. La Slovaquie possédait un cheptel de brebis et agnelles saillies de 260 000 individus en déc. 2019.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et Eurostat
Cartographie : Cartes & Données - © Arfrique

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 28*



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 28*

1 000 téc	2017	2018	2019	2020	2020/19
Abattages	835	831	855	835	-2%
Importations de viande	153	154	123	69	-44%
Exportations de viande	30	25	32	32	=
Consommation par bilan	958	961	945	872	-8%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

Le recul de la consommation s'est accentué, en raison de l'effondrement des importations de viande ovine.

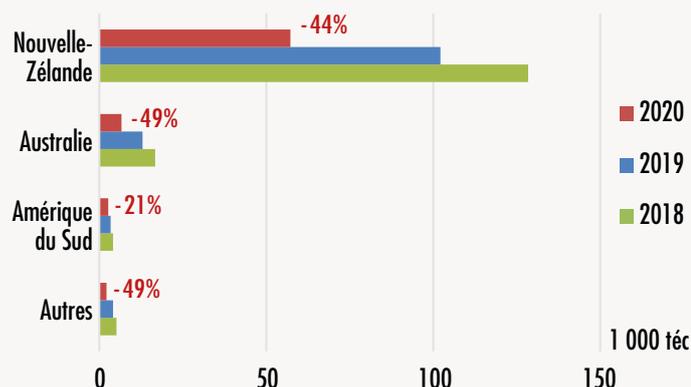
D'après nos estimations, la production européenne de viande ovine aurait baissé de -2% en 2020 (à 835 000 téc), principalement pénalisée par le repli des abattages au Royaume-Uni (-3% /2019 à 297 000 téc, soit -10 000 téc). Les exportations européennes de viande ovine ont été stables d'une année sur l'autre. En revanche, les importations en provenance des pays tiers ont franchement reculé (-44% /2019), surtout impactés par l'effondrement des envois néozélandais vers le continent européen qui s'est fortement creusé (-44% entre 2019 et 2020 après -20% entre 2019 et 2018). Cette diminution des achats extra-communautaires associée à une contraction de la production a engendré une forte chute des disponibilités européennes en viande ovine (-8%, à 872 000 téc).

La consommation de viande ovine par habitant a ainsi fortement reculé à 1,7 kg équivalent carcasse (contre 2,1 kg é.c./hab. en 2010). C'est à ce prix que le taux d'auto-provisionnement européen en viande ovine s'est rétabli à 96%.

*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages non contrôlés dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressées pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2020

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

68 600 téc

C'est le volume de viande ovine importé par l'UE à 28 en provenance des pays tiers en 2020.

Après avoir déjà baissé en 2019, les achats européens de viande ovine se sont effondrés en 2020 (-44%, soit -54 000 téc /2019).

Avec 83% des volumes totaux, malgré un effacement des envois vers l'UE (57 000 téc, soit -44% /2019), la **Nouvelle-Zélande** reste de loin le 1^{er} fournisseur de l'Union européenne, devant l'**Australie** (-50% /2019 à 7 000 téc) et l'**Amérique du Sud** (-21% à 2 600 téc).

Les prix mondiaux sont restés élevés en raison d'une offre en repli face à une demande asiatique toujours ferme : la valeur moyenne des viandes importées était supérieure de 1% à son niveau de 2019, à 7,5 € kg é.c. en moyenne.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2020

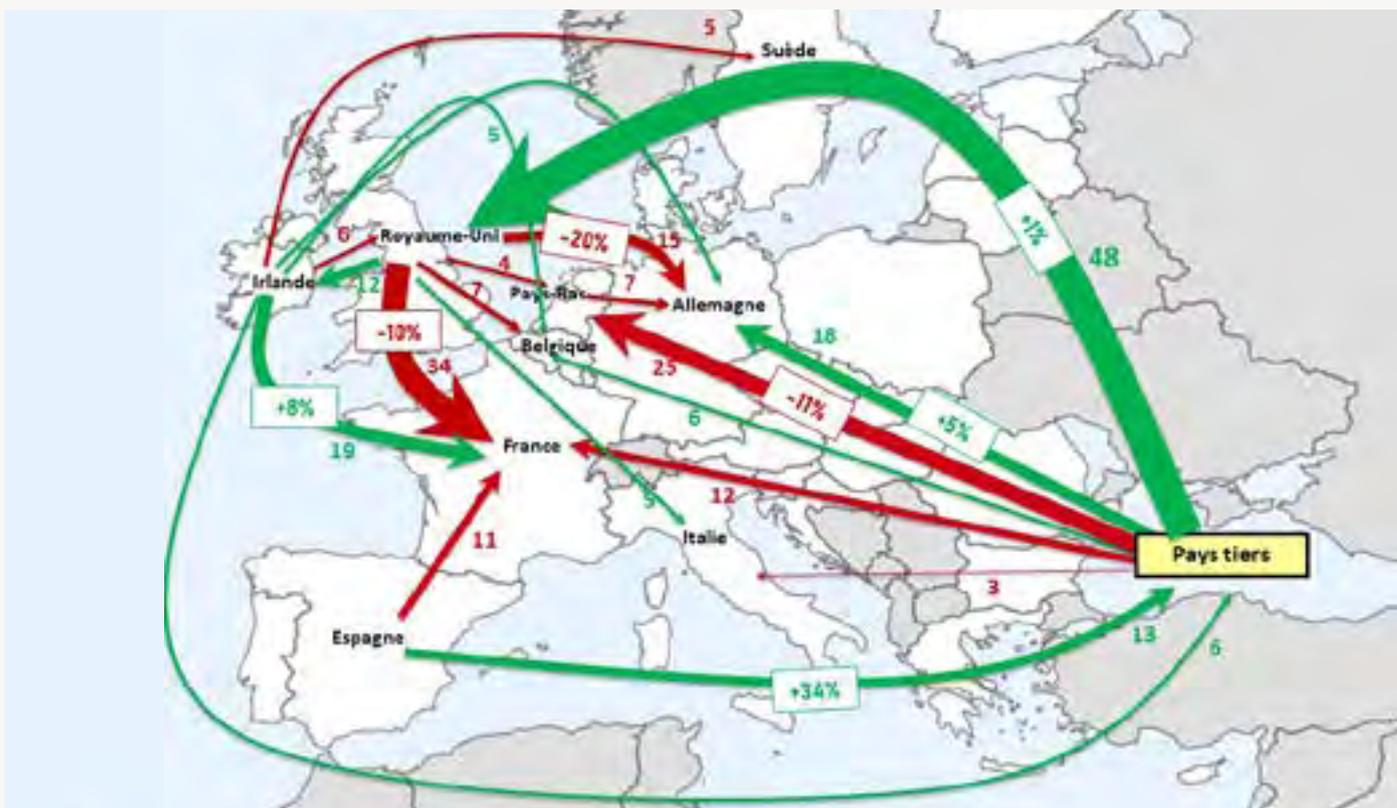
LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2020

En 2020, les arrivées de viande ovine océanique au sein de l'Union européenne se sont littéralement effondrées, en provenance d'Australie comme de Nouvelle-Zélande. Hormis la Belgique et l'Allemagne, les principaux importateurs européens ont subi ce repli : Royaume-Uni, Italie et France. Les achats néerlandais ont reculé en provenance de Nouvelle-Zélande, mais progressé en provenance d'Australie.

Après une hausse en 2019, les exportations européennes de viande ovine ont reflué en 2020. La progression des envois vers divers pays du Moyen-Orient (Qatar, EAU, Oman, ...) n'a en effet pas compensé la nouvelle chute des expéditions vers Hong-Kong (-48% à 1 600 téc) et vers la Jordanie (-80% à 700 téc).

-8%

C'est la baisse des exportations européennes de viande ovine vers les pays tiers en 2020, à 29 000 téc.



* Volumes reçus en 1 000 tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 3 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2019 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises, Douanes britanniques et Eurostat

CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE 28

Le contingent européen global d'importations de viande ovine n'a été rempli qu'à 45% en 2020.

	2018		2019		2020	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	228 389	62%	228 254	50%	228 389	46%
Argentine	23 000	7%	23 000	7%	23 000	7%
Australie	19 186	100%	19 186	79%	19 186	92%
Chili	8 000	27%	8 200	18%	8 000	15%
Uruguay	5 800	13%	5 800	10%	5 800	6%
Autres	3 229	47%	3 229	5%	3 229	3%
TOTAL	287 002	59%	287 669	47%	287 604	45%

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole de l'OMC en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane (qui se montent à 12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net hors contingents).

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne

En 2020, le contingent attribué à la Nouvelle-Zélande (79% du contingent global) n'a été rempli qu'à hauteur de 46%, soit 16% de moins qu'en 2017 et 2018 !

De même, le contingent attribué aux pays sud-américains (13% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) n'a été utilisé qu'à 8% (contre 10% en 2019).

Le quota australien (7% du contingent global), assez limité, a été quasiment rempli, à 92% (contre 100% en 2017 et 2018 ; 79% en 2019).

Au total, 159 240 téc du contingent européen global n'ont pas été attribuées en 2020, l'essentiel étant 123 300 téc du contingent néozélandais.



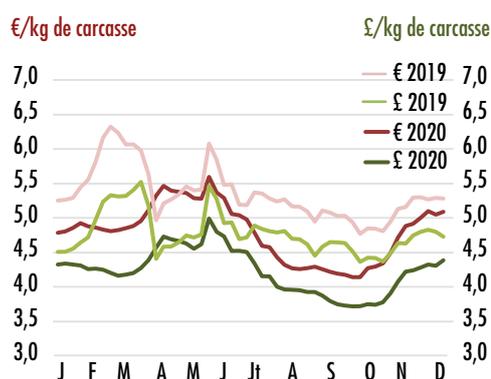
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ROYAUME-UNI



DONNÉES REPÈRES (2020)

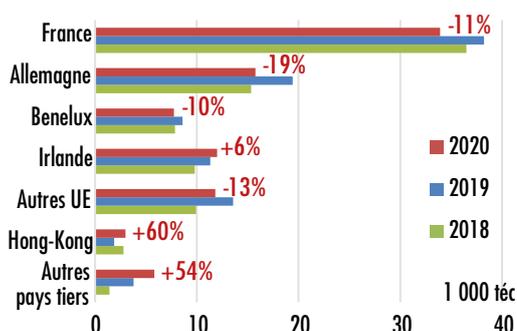
- Cheptel : 13,9 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,1 kg éc/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 24%
- Part de la production exportée : 30%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB Beef & Lamb

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020/19
Abattages	302	290	299	289	307	297	-3%
Importations de viande ovine	99	103	92	89	72	67	-7%
Exportations de viande ovine	81	79	92	84	97	90	-7%
Consommation par bilan	320	314	299	294	283	274	-3%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb et Eurostat

La baisse de la production a freiné les envois britanniques.

Recul de la production de viande ovine

Fin 2019, le cheptel reproducteur était au même niveau que fin 2018 et le cheptel total était même en hausse. Les abattages d'agneaux en 2020 étaient alors quasi-stables /2019, à 13 M de têtes. De nombreux agneaux ont été abattus précocement, décision impulsée par les incertitudes concernant les futures relations commerciales avec l'UE, mais aussi par les hauts niveaux de prix. Cela a provoqué une légère baisse des poids de carcasse moyens des agneaux, passant de 19,9 à 19,7 kg (soit -1%) entre 2019 et 2020. Les poids de carcasses moyens des réformes étaient quant à eux stables d'une année sur l'autre, à 26,9 kg.

Les réformes ont été nombreuses (+15% /2019), après un niveau déjà élevé en 2019 (+6% /2018). Au total, la production de viande ovine britannique a reculé de -4% /2019, à 297 000 téc.

Des cours soutenus par une offre en repli et des prix élevés à l'export

Le cours de l'agneau britannique a atteint des niveaux record en 2020. Il a en effet augmenté en moyenne de +10% /2019, soit +0,46 €/kg. Après une année 2019 particulièrement agitée, les éleveurs étaient davantage sur une logique de « wait and see » en 2020, vis-à-vis du Brexit et de ses modalités. Comme dans de nombreux pays, le cours a perdu de sa valeur au 2^{ème} trimestre, lors du premier confinement.

Dans l'ensemble, l'offre modérée au Royaume-Uni (production et importations de viande ovine en retrait) a soutenu la cotation à des niveaux élevés. Les prix record en France, 1^{er} débouché de la viande britannique, sont aussi responsables de ce niveau de la cotation britannique.

Les importations britanniques continuent de s'éroder

La poursuite de la réorientation des exportations océaniques vers la Chine (notamment en lien avec la fièvre porcine africaine), a entraîné un recul des achats de viande néo-zélandaise (-2% à 39 900 téc) et plus globalement des importations britanniques de viande ovine en 2020 (-7% /2019, à 67 000 téc).

Baisse des exportations de viande ovine

Face à une production en retrait, les transformateurs ont moins exporté de viande ovine, devenue par ailleurs assez peu concurrentielle : -7%, à 89 600 téc. Compte-tenu de la flambée du prix de l'agneau, notamment vers l'UE, les envois ont augmenté en valeur (+8% /2019 à 494 millions d'€) avec un prix moyen à 6,02 €/kg (+27% /2019). Malgré une baisse des envois, de -11% à 33 700 téc, la France reste de loin le 1^{er} client du Royaume-Uni pour la viande ovine, avec 38% des volumes.

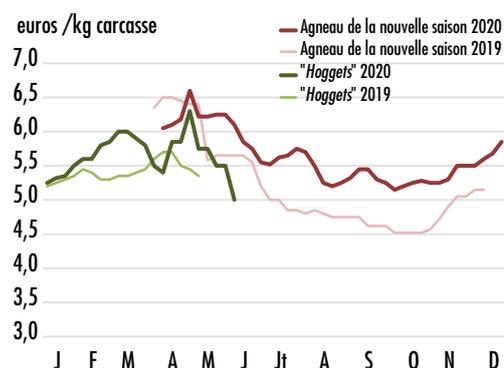
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES (2020)

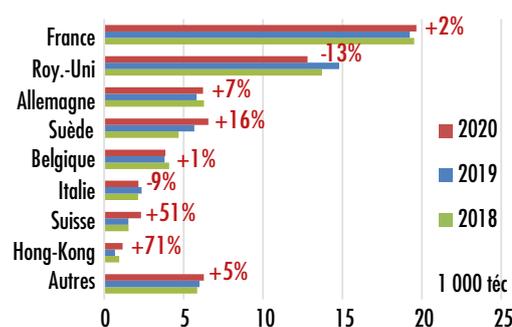
- Cheptel : 2,6 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 2,1 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 94%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Bord Bia*

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020/19
Abattages	58	61	67	68	66	66	=
Importations de viande ovine	5	4	5	5	7	6	-7%
Exportations de viande ovine	47	54	62	59	60	61	+2%
Disponible*	16	11	10	15	13	12	-11%

* La part importante de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec prudence.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La production irlandaise au ralenti au 1^{er} semestre, puis durant le Ramadan.

Une production stable

Malgré un cheptel reproducteur en très léger recul fin 2019, les abattages d'ovins ont été plutôt dynamiques au 1^{er} semestre 2020 : +5% /2019. La hausse s'explique entre autres par le bas niveau des abattages en 2019 dû alors aux blocages d'abattoirs par les éleveurs pendant la période du Ramadan. En 2020, les abattages d'agneaux ont progressé de +3% /2019 (+ 91 000 têtes), tandis que les réformes ont baissé de -7% /2019 (-29 000 têtes). La production irlandaise est demeurée globalement stable /2019. Les agneaux, abattus précocement du fait de prix très favorables et de bonnes conditions météorologiques, étaient moins lourds. D'après les douanes irlandaises, les importations d'agneaux vifs finis en provenance du Royaume-Uni, et surtout d'Irlande du Nord, ont par ailleurs explosé : x20 /2019, à 398 000 têtes.

Le cheptel ovin irlandais s'est légèrement étoffé en 2020 de +1,4% /2019, à 2,7 M de brebis et agnelles saillies.

La viande ovine irlandaise a tiré son épingle du jeu

Les exportations de viande ovine irlandaise ont progressé en 2020, de +4% /2019, à 62 100 téc, malgré des disponibilités (production + importations) en léger retrait. Le repli momentané du Royaume-Uni - faute d'offre - et de la Nouvelle-Zélande a offert des opportunités à la viande irlandaise à l'export. Ainsi, la part de la production exportée a encore sensiblement progressé : de 91% en 2019 à 94% en 2020.

À destination de la France, les envois ont progressé de +5%, à 20 150 téc. Avec la volonté de sécuriser leur marché, et face à un Brexit commercial imminent, les Irlandais ont par ailleurs nettement baissé leurs envois vers le Royaume-Uni (-11% /2019, à 13 100 téc), impactant le disponible britannique, qui subissait déjà le retrait de la Nouvelle-Zélande. Toujours dans cette optique de réorientation des flux post-Brexit, les envois irlandais vers les pays tiers ont bondi de +52% /2019. Les expéditions ont aussi notamment augmenté vers l'Allemagne (+7% à 6 300 téc), la Suède (+17% à 6 600 téc) et la Belgique (+4%, à 4 000 téc).

Ces exportations étaient constituées à 52% de viandes réfrigérées avec os (contre 46% en 2019), à 24% de viandes réfrigérées désossées (30% en 2019), à 14% de viandes congelées désossées et à 9% de viandes congelées avec os. À 5,5 €/kg éc en moyenne, leur valeur unitaire était en hausse de +9% par rapport à l'année précédente.

Des cours à de très hauts niveaux

En 2020, la cotation de l'agneau irlandais a été fortement valorisée par la hausse des cours chez ses principaux clients, à savoir le Royaume-Uni et la France, mais aussi par le dynamisme des expéditions.

Bien que tiré par des envois haussiers face à une demande active à l'internationale, le cours irlandais a néanmoins été impacté par le 1^{er} confinement et les mesures restrictives qui en ont découlé. Toutefois, à 5,65 €/kg de carcasse en moyenne sur 2020, le cours moyen du « hogget » est resté nettement supérieur à son niveau moyen de 2019. Il a ainsi progressé de +4% par rapport à sa valeur de 2019, tandis que la cotation moyenne des agneaux de la nouvelle saison a gagné +9%, à 5,63 €/kg de carcasse.

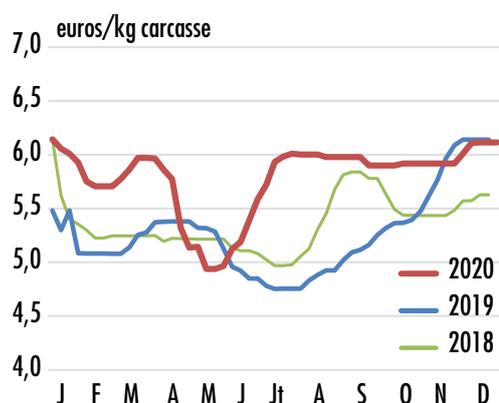
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2020)

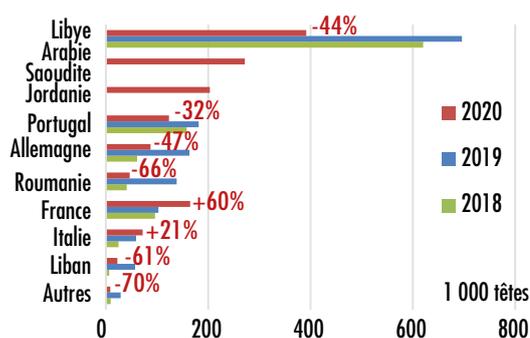
- Cheptel : 11,1 millions de brebis et d'agnelles saillies
- Consommation : 1,7 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 36%
- Exportations d'ovins vivants : 1,4 million de têtes soit 13% des sorties des exploitations ovines

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



* Chiffres d'exportations depuis l'Espagne pouvant différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020/19
Abattages	116	117	115	119	121	114	-6%
Importations de viande ovine	9	9	8	8	8	5	-33%
Exportations de viande ovine	32	35	37	41	44	41	-7%
Consommation par bilan	93	92	86	86	85	78	-8%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Un marché espagnol très impacté par la pandémie de Covid-19

Léger recul des envois d'ovins vivants

À 1,4 million de têtes en 2020, les exportations espagnoles d'ovins vivants, constituées essentiellement d'agneaux, ont baissé de -3% par rapport à 2019.

Le fort développement des expéditions vers les pays tiers, avec l'ouverture des marchés saoudien (272 000 têtes) et jordanien (203 000 têtes), n'a pas totalement contrebalancé la baisse de celles vers l'Union européenne (-26% /2019). On enregistre ainsi une diminution des envois vers la Roumanie (-66%), l'Allemagne (-47%) et le Portugal (-32%). Certains pays européens, comme la France (+60%), ont toutefois enregistré une hausse. Malgré des achats en fort repli, la Libye reste le 1^{er} client de l'Espagne en ovins vifs. Face aux bouleversements engendrés par la crise sanitaire, les envois d'ovins vifs ont été une véritable bouffée d'air pour la filière espagnole, notamment entre avril et juillet.

Les importations espagnoles d'ovins vivants, constituées aux 3/4 d'agneaux de lait issus des bassins laitiers français, ont quant à elles augmenté de +6%, à 307 000 têtes.

Nouvelle baisse de la production de viande ovine

Avec un cheptel reproducteur en recul fin 2019, la production abattue espagnole a fortement ralenti (-6% /2019, soit -7 000 téc). Les abattages d'agneaux ont chuté de -8% (-720 000 têtes), tandis que les réformes ont progressé (+16%, soit +117 000 têtes). Ainsi, le cheptel d'agnelles et brebis saillies a été stable entre fin 2019 et fin 2020 : +0,3% /2019 à 11,1 M de têtes.

Tandis que le poids carcasse moyen des ovins adultes était en hausse (à 22,3 kg), les carcasses d'agneaux se sont allégées (-2% à 11,1 kg en moyenne). Le poids de carcasse moyen des ovins est demeuré globalement stable, si bien que la production abattue a baissé de même ampleur en volume et en effectifs (-6%).

D'importantes variations du cours de l'agneau lourd espagnol

La cotation a démarré l'année à des niveaux soutenus, puis s'est effondrée en avril, suite à l'engorgement du marché espagnol. Malgré des envois de vifs alors soutenus, les exportations de viande ovine ont été fortement ralenties suite à la fermeture de la RHD dans de nombreux pays et la consommation des espagnols confinés a chuté, la restauration hors domicile étant le 1^{er} débouché de la viande ovine en Espagne. Après s'être totalement redressée avec la réouverture temporaire des restaurants, la cotation s'est maintenue à des niveaux élevés jusqu'à la fin de l'année. Finalement, en moyenne sur 2020, elle s'est appréciée de +10%/2019, à 5,79 €/kg.

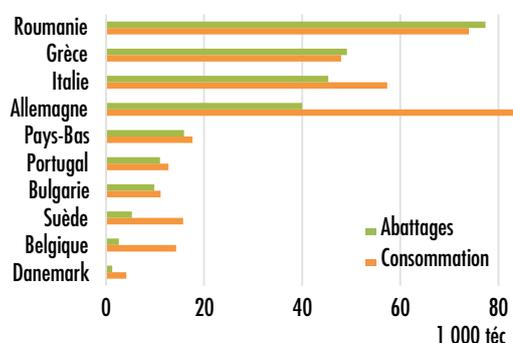
Chute des exportations de viande ovine

Avec des disponibilités de viande ovine en recul et un contexte sanitaire peu favorable, les exportations de viande ovine espagnole ont chuté de -7% entre 2019 et 2020, à 41 000 téc. Les envois se sont fortement développés vers certains pays du Moyen-Orient, comme le Qatar (+67%, à 2 400 téc), les Émirats (+86%, à 1 800 téc), le Koweït (+47%, à 2 000 téc), Bahreïn (+70%, à 1 500 téc) ou encore Israël (+72%, à 1 200 téc). Cela n'a toutefois pas permis de contrebalancer la baisse des expéditions vers les principaux débouchés européens : la France (-13% à 15 000 téc), l'Italie (-26%, à 4 200 téc) ou encore le Portugal, le Royaume-Uni, le Belgique, le Danemark ou les Pays-Bas.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

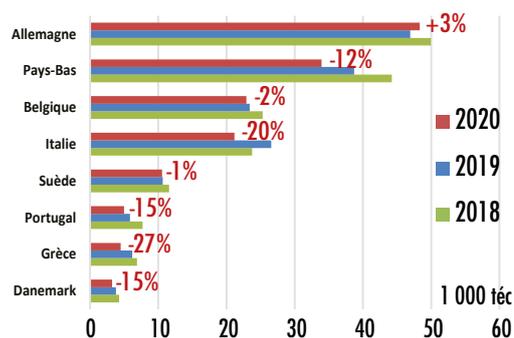


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2020



Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

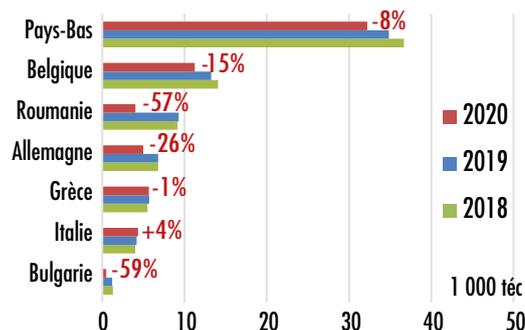
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Consommations toujours en retrait, sauf en Allemagne

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 8% des abattages et 15% de la consommation européenne (UE-28) de viande ovine en 2020. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,5 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 1,2 kg éc en Belgique, 1,0 kg éc aux Pays-Bas, 0,7 kg éc au Danemark et 1,0 kg éc en Allemagne).

En 2020, les abattages ont augmenté en **Allemagne** (+14% à 40 000 téc) et aux **Pays-Bas** (+20% à 16 000 téc). Ils étaient en revanche réduits en **Belgique** (-1% à 2 700 téc), au **Danemark** (19%, à 1 300 téc) et en **Suède** (-4% à 5 300 téc).

Parmi ces cinq pays, hormis l'Allemagne (hausse de +3% des importations), tous enregistrent en 2020 une baisse notable des importations de viande ovine, qui se répercute sur les consommations suédoise (-2% à 15 700 téc) et danoise (-8% à 4 200 téc).

Aux Pays-Bas et en Belgique, la hausse de la production, parfois couplée à une baisse des envois de viande ovine (Pays-Bas), a contrebalancé la baisse des imports : la consommation y était en hausse, de respectivement +3% et +12% /2019.

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Hausse de la production en Bulgarie

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 22% des abattages et 23% de la consommation de viande ovine de l'UE-28 en 2020. La viande y est issue de cheptels à dominante laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers. Alors que la consommation par habitant est relativement élevée en Grèce (4,5 kg éc) et en Roumanie (3,8 kg éc), elle est plus faible au Portugal (1,2 kg éc), en Italie (1,0 kg éc) et en Bulgarie (1,6 kg éc).

En 2020, seule la **Bulgarie** a vu sa production nationale augmenter (+5%, à 9 800 téc). Ses importations de viande ovine ont encore augmenté davantage (+22%), impulsant une hausse de sa consommation intérieure (+16%, à 11 200 téc).

Les autres pays ont donc subi une baisse des abattages, qui a dans la plupart des cas impacté fortement leur consommation intérieure, comme en **Grèce**, en **Italie** et au **Portugal**, avec des chutes de consommation de respectivement -8% (à 47 900 téc), -14% (à 57 300 téc) et -15% (à 12 800 téc). En **Roumanie**, la forte demande intérieure (+7%, à 74 000 téc) a entraîné baisse des exportations (-57%, à 4 000 téc).



5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



Les importations chinoises de viande ovine ont diminué

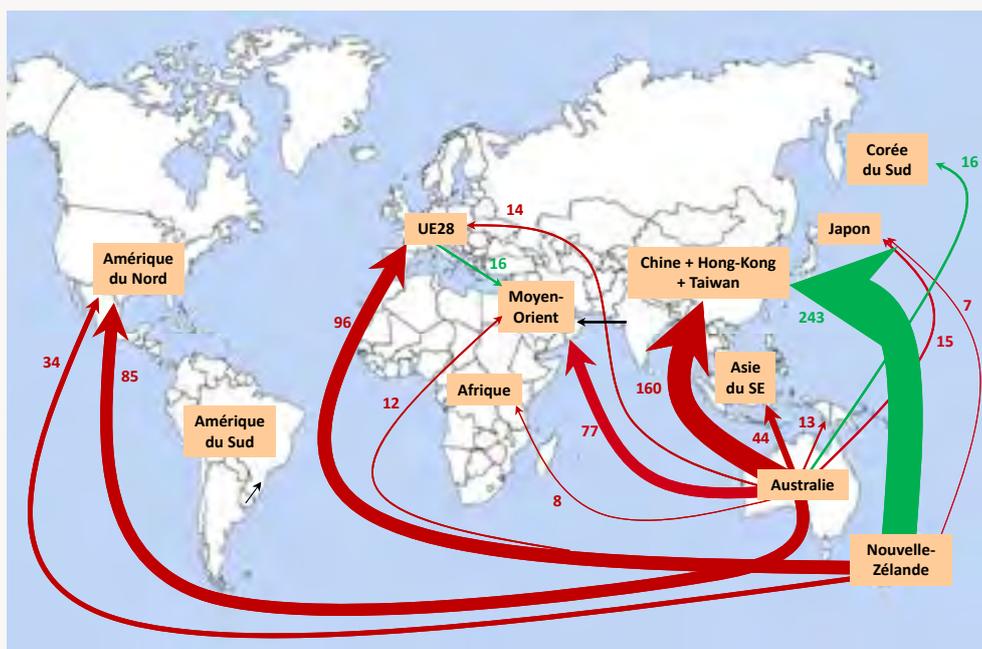
Le recul des envois vers la Chine, premier importateur mondial, est d'abord dû au net repli des expéditions australiennes : recapitalisation de leur cheptel suite à des conditions climatiques chaotique depuis plusieurs années. Les envois néozélandais vers la Chine restaient quant à eux en légère hausse : ils ont été freinés début 2020 en raison de mesures restrictives visant à ralentir la progression de la pandémie en Chine. Malgré tout, les envois néozélandais ont continué d'approvisionner préférentiellement la Chine, au détriment des envois vers l'Union européenne.

ÉCHANGES 2020

LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2020 (1 000 TÈC*)

-4%

C'est la baisse des importations chinoises de viande ovine en 2020.



La reconstitution du cheptel australien a réduit les disponibilités océaniques en viande ovine sur le marché mondial en 2020. Malgré les perturbations causées par la Covid-19 et la sécheresse, de solides fondamentaux ont permis le maintien des envois de viande ovine néozélandaise. La demande chinoise en protéines animales, notamment en viande ovine, est demeurée forte. Mais les importations chinoises ont reculé faute de disponibilités. L'offre toutefois insuffisante des principaux fournisseurs mondiaux a provoqué une forte appréciation du prix de l'agneau sur la scène internationale.

* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.
 Flux 2020 > 4 000 tÈC, au départ des principaux pays exportateurs.
 Les flux en augmentation par rapport à 2019 sont en vert, ceux en recul sont en rouge. Il existerait des flux de la Namibie vers l'Afrique du Sud, de l'Amérique du Sud vers les pays Chine+HK+Taiwan et de l'Uruguay vers le Brésil mais dont on ne connaît pas les volumes : flèches en noir.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, Eurostat et NZ Statistics (x 1 000 tonnes équivalent carcasse).
 Cartographie : Cartes & Données - © Artique

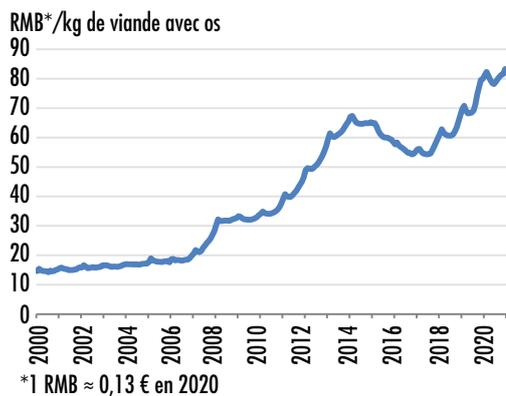


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE CHINE

DONNÉES REPÈRES (2020)

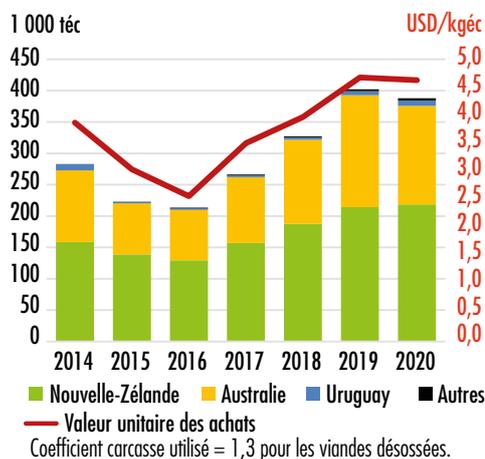
- Cheptel : 163,5 millions de têtes en 2019
- Production : 4,92 millions de tonnes en 2020
- Consommation de viande ovine :
≈ 3,8 kg/habitant

PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



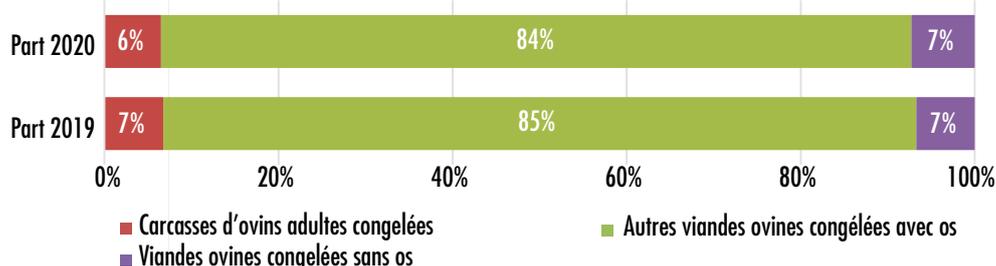
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, les Douanes chinoises et NZ Stats

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE EN 2020 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

Après trois années consécutives de hausse, les importations chinoises de viande ovine ont baissé en 2020, parallèlement à une offre mondiale toujours plus restreinte.

Nouvelle hausse de la production en 2020

Après avoir augmenté de quasiment +3% entre 2018 et 2019, la production de viande de petits ruminants (ovine + caprine) a progressé de +1% en 2020, atteignant 4,92 millions de tonnes, d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises. La production nationale est tirée par la demande intérieure toujours vigoureuse. Le prix élevé de la viande de porc et la baisse de sa consommation sur le marché chinois ont engendré des reports de consommation vers d'autres protéines animales comme la viande ovine, passée de 3,5 à 3,8 kg/hab. entre 2018 et 2020.

Les prix de la viande ovine poursuivent leur envolée sur le marché intérieur

Comme les années précédentes, cette augmentation des abattages n'a pas suffi à satisfaire la forte hausse de la demande chinoise, dopée par l'accroissement de la population (≈+5,5 millions d'habitants entre 2019 et 2020) et la progression tendancielle de la consommation de viande ovine par habitant. De plus, l'épidémie de peste porcine africaine a continué de favoriser des reports de consommation du porc vers les autres viandes. La forte demande chinoise a de nouveau fait bondir les prix de la viande ovine sur le marché intérieur, pour la 4^{ème} année consécutive. Comme les années précédentes, le sommet a été atteint en décembre à 83,29 RMB/kg soit environ 10,6 €/kg (contre 79,9 RMB/kg en déc.2019, soit +4%).

Les importations de viande ovine australienne ont baissé

Les importations chinoises de viande ovine¹ ont reculé en 2020, principalement en raison d'une offre mondiale en retrait et de tensions commerciales avec l'Australie, alors même que les disponibilités intérieures en protéines animales manquent toujours.

Fin 2020, les sanctions commerciales chinoises se sont en effet étendues à l'agneau, visant deux des plus grands exportateurs australiens : l'*Australian Lamb Company* et *JBS Brooklyn*. Malgré une réouverture pendant des mois sans infection, ces usines, touchées temporairement par le virus en 2020, sont restées exclues du marché chinois.

En volume, les importations chinoises ont perdu -4% /2019, à 388 000 téc, et -4% en valeur à 1,8 milliard d'€, suite à une légère baisse de la valeur unitaire des achats (-3% à 4,06 €/kg éc). Malgré ce recul, la Chine a de nouveau confirmé sa place de 1^{er} importateur mondial de viande ovine. La Nouvelle-Zélande et l'Australie restent ses deux principaux fournisseurs, avec respectivement 218 600 téc (+2%, soit +4 000 téc /2019) et 157 000 téc (-12%, soit -21 000 téc). Bien que représentant de petits volumes, les importations étaient en hausse depuis l'Uruguay (+30% /2019 à 8 300 téc) et le Chili (+16% à 3 400 téc). La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des volumes (93%). En 2020, seules l'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient autorisées à exporter de la viande « chilled » sur le marché chinois.

¹À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, la Serbie, l'Islande et la Lettonie peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément des Autorités sanitaires chinoises.

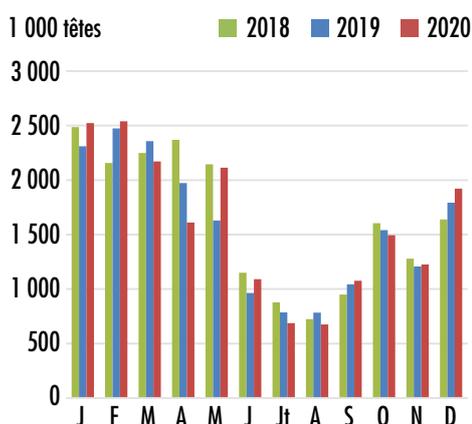


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE

DONNÉES REPÈRES (2020)

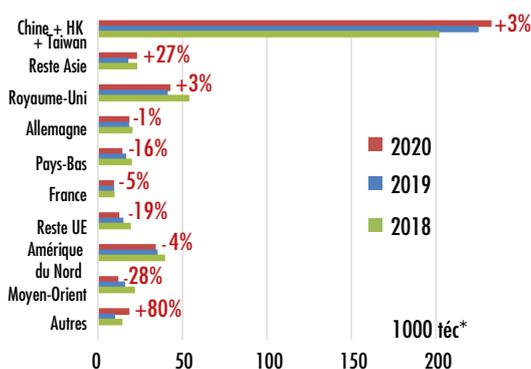
- Cheptel : 26,2 millions d'ovins
- Production de viande ovine : 458 000 téc
- Part de la production exportée : 91%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

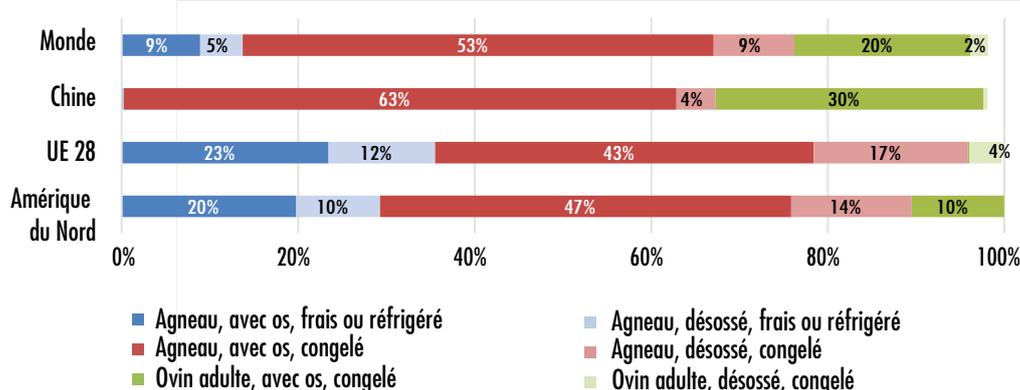
EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE EN 2020 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

Malgré la pandémie, la sécheresse et un cheptel toujours en déclin, la production de viande ovine néozélandaise et les envois étaient en hausse par rapport à 2019. La Nouvelle-Zélande a encore une fois démontré en 2020 la résilience de sa filière ovine viande.

Le recul du cheptel ovin néozélandais se poursuit

En juin 2020, le cheptel ovin total, comme le cheptel reproducteur, ont reculé de -2% d'une année sur l'autre, à respectivement 26,2 M (soit -660 000 têtes) et 18,5 M de têtes, limitant les naissances d'agneaux pour les campagnes¹ 2019-20 et 2020-21. Les éleveurs ont en revanche atteint un taux d'agnelage correct, de 130%, malgré la sécheresse généralisée qui a touché le pays au cours du 1^{er} semestre 2020.

À 19,1M de têtes au total sur l'année 2020, les abattages néozélandais d'agneaux ont alors progressé de +1% par rapport à 2019 et, les abattages d'ovins adultes ont eux aussi augmenté, de +14% /2019, à 3,8M de têtes, contractant d'autant le cheptel reproducteur.

Après des conditions météorologiques favorables en 2019 et propices à l'engraissement, la sécheresse a entraîné l'allégement des agneaux finis (-1% à 19,0 kg éc) et des ovins adultes (-2% à 25,8 kg éc), ce qui a limité *in fine* à +2% la hausse de la production néozélandaise de viande ovine (à 458 000 téc).

Des exportations timides, limitées par des mesures pour endiguer la pandémie

La Nouvelle-Zélande a continué de réserver la majeure partie de sa production à l'export : 91% du total (contre 90% en 2019). Les exportations néozélandaises de viande ovine ont progressé de +2% /2019, à 415 340 téc, en lien avec la hausse de la production nationale. Elles ont en revanche reculé de -2% en valeur. La valeur unitaire des envois a en effet baissé, en devise européenne (-6%, à 5,30 €/kg éc), comme en dollar néozélandais (-3% à 9,3 NZ\$ /kg éc), en lien avec la fermeture partielle à totale de la restauration commerciale dans de nombreux pays. Il s'agit là du principal débouché pour les pièces d'agneau congelées onéreuses.

Malgré un dollar néozélandais fort, la demande persistante de la Chine a de nouveau permis d'accroître les envois vers ce débouché prioritaire (+2% à 218 600 téc), malgré le fort ralentissement des expéditions de février à avril 2020. Les entreprises néozélandaises ont alors réorienté une partie de cette viande vers d'autres clients. Cela a permis de limiter l'effondrement des envois au 1^{er} semestre. En avril 2020, c'est vers l'UE que les envois ont été freinés, toujours en lien avec les restrictions sanitaires.

Les exportations ont en revanche reculé vers la majorité des autres destinations : -5% vers l'Union européenne à 96 000 téc (dont +3% vers le Royaume-Uni et -5% vers la France), -1% vers les États-Unis (à 24 000 téc) et -26% vers le Moyen-Orient (à 11 700 téc).

Avec la prédominance des expéditions vers la Chine, la part de viande ovine exportée sous forme congelée avec os a même augmenté : 75% du total (+7 points /2019). Le congelé sans os représentait 11%, le « chilled » avec os 9% et le « chilled » désossé 5%.

¹Campagne ovine néozélandaise : octobre à septembre.

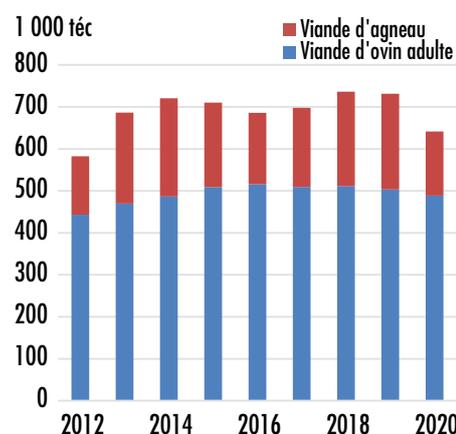


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE

DONNÉES REPÈRES (2020)

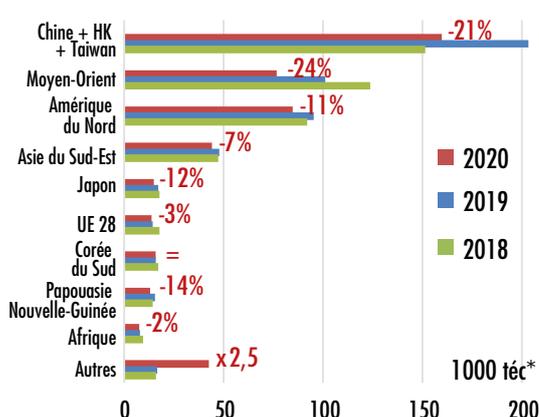
- Cheptel : 63,8 millions d'ovins
- Exportations d'ovins vivants : 831 400 têtes
- Production de viande ovine : 641 000 téc
- Part de la production exportée : 67%

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

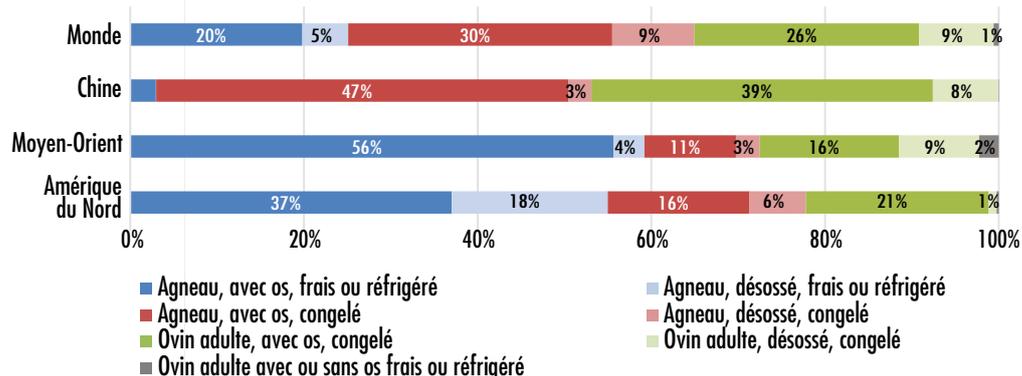
EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2020 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

En 2020, une météo plus clémente a poussé la majorité des éleveurs australiens à reconstituer leur cheptel. Cette recapitalisation provoque une contraction de la production abattue et des envois. Face au manque d'offre, le prix de l'agneau australien flambe.

La baisse des exports d'ovins vivants s'est accentuée en 2020

En plus d'une préoccupation croissante des citoyens pour le bien-être animal, le manque d'offre, résultante de la recapitalisation du cheptel australien, a pu peser sur les envois d'ovins vifs en 2020. Ceux-ci ont en été ramenés de 1,1M à 831 000 têtes entre 2019 et 2020 (soit -22%).

Des ovins gardés pour le renouvellement du cheptel

Le cheptel ovin australien avait connu deux années de déclin pour atteindre des niveaux historiquement bas en 2020, avec 63,8M d'individus.

La recapitalisation du cheptel ovin en Australie serait plus lente que lors des précédents cycles (2010 et 2016) : la taille réduite du troupeau de départ et l'impact de la sécheresse de 2019, la pire jamais enregistrée pour certaines régions productrices, en sont les deux principales causes.

La production abattue s'est contractée en 2020 puisque les producteurs réforment moins leur cheptel reproducteur de base et élèvent une part plus élevée des agneaux pour le renouvellement. En 2020, elle a chuté de -12% /2019, à 641 000 téc. Les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de -8%, ceux d'ovins adultes, de -35% /2019. Grâce à une meilleure nutrition des brebis gestantes et une alimentation plus abondante et de meilleure qualité, les poids de carcasse moyens des agneaux et ovins adultes ont augmenté : de respectivement +7% (à 24,9 kg) et +3% (à 25,1kg).

Pour 2021, la production devrait rester faible, notamment si les conditions climatiques permettent aux producteurs de continuer à recapitaliser. Les experts prévoient une hausse de +5% du cheptel entre juin 2020 et juin 2021.

Chute des exportations de viande ovine

Pour la viande ovine australienne, l'impact le plus important de la pandémie est la baisse de la demande de services alimentaires, à la fois au niveau national et mondial. La part de la production exportée est tombée de 75% en 2019 à 67% en 2020. Les exportations australiennes de viande ovine ont baissé de -6%, à 474 500 téc. Les envois vers les États-Unis ont chuté de -10% 2019, à 85 000 téc, les expéditions vers la Chine de -19%, à 155 000 téc, et les exportations vers le Moyen-Orient ont connu des difficultés en raison de la baisse des prix du pétrole et d'une forte réduction des voyages dans la région (-24%, à 77 000 téc). En 2021, le redressement des cours du pétrole devrait relancer la demande du Moyen-Orient.

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

En 2020, des résultats globalement stables pour les spécialisés malgré la hausse du prix des agneaux et de la production laitière

La pandémie de Covid-19 a pesé sur les prix des matières premières. En ovins viande, l'indice IPAMPA a reculé de -1,3%, tiré par la forte baisse des prix des carburants (-22%). Mais, dans la plupart des régions, une nouvelle sécheresse a provoqué une hausse des achats d'aliments et de paille. Côté produits, l'envolée du prix des agneaux au 2nd semestre 2020 a favorisé les systèmes les plus orientés vers des agnelages de saison, mais d'autres ont été pénalisés par l'à-coup subi à Pâques. En production laitière, la baisse du prix des intrants est moins marquée : sur la campagne laitière (période allant de septembre à août), l'IPAMPA a reculé de -0,7%, demeurant à un niveau élevé. Malgré cela, les charges ont encore progressé en 2020 sous l'effet notamment de l'évolution du poste alimentation. Mais cette augmentation des charges a été compensée par une progression de la collecte laitière, plus forte en Occitanie (+3,5%) qu'en Pyrénées-Atlantiques (+0,5%).

ESTIMATION DES REVENUS 2020

Les écarts de revenu se réduisent légèrement

Parmi les spécialisés ovins viande, les fourragers et les herbagers profitent davantage que les pastoraux de la remontée du prix de l'agneau, du fait des différences de productivité, voire de périodes de vente. Estimé à près de 35 000 €/UMO exploitant, le résultat courant des pastoraux se tasse un peu. Ceux des herbagers et des fourragers se redressent un peu, mais à des niveaux qui restent faibles, particulièrement pour les herbagers à 17 000 €/UMO exploitant.

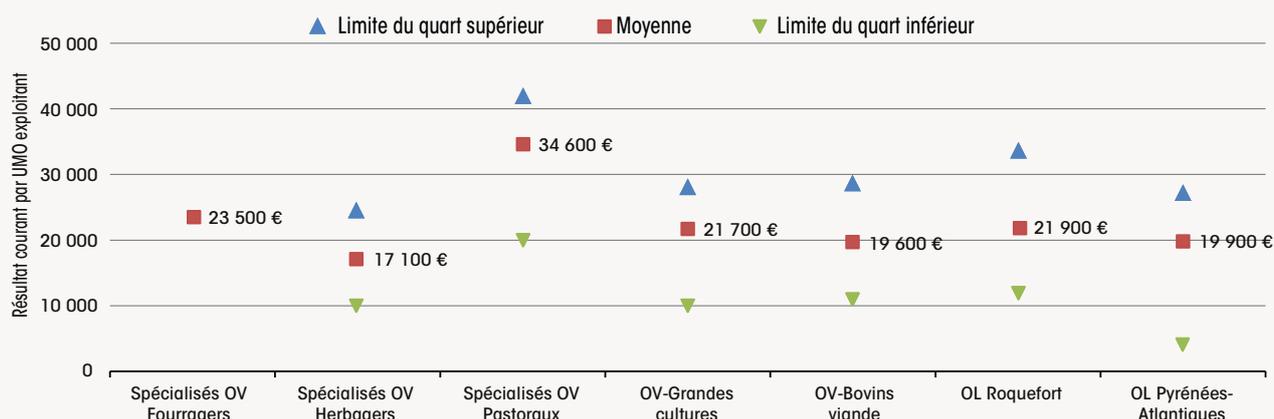
Après deux années d'amélioration, le revenu des systèmes ovins-grandes cultures est pénalisé par des rendements céréaliers médiocres, sans toutefois replonger au niveau de 2016. À près de 22 000 €/UMO exploitant, il se situerait entre les moyennes des deux groupes de spécialisés non pastoraux. En ovins-bovins viande, la

progression des ventes de l'atelier ovin n'a pas permis de compenser l'augmentation des charges, d'où une nouvelle baisse du résultat courant autour de 20 000 €/UMO exploitant.

Les élevages laitiers enregistrent une nette progression de leurs livraisons. Pour les éleveurs situés dans le nord de la région Occitanie, cette évolution compense la baisse des rendements en céréales et l'augmentation des achats de fourrages. En outre, les éleveurs du Rayon de Roquefort ont bénéficié d'une évolution favorable du cours des agneaux sevrés, ce n'est pas le cas de ceux des Pyrénées-Atlantiques qui restent très dépendants du marché espagnol, et enregistrent une baisse du prix des agneaux pour la cinquième année consécutive. Au final, le résultat courant devrait progresser dans les deux bassins, pour se situer autour de 22 000 €/UMO exploitant dans la zone Roquefort et 20 000 €/UMO en Béarn et Pays Basque.

RÉSULTATS COURANTS 2020

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2020.



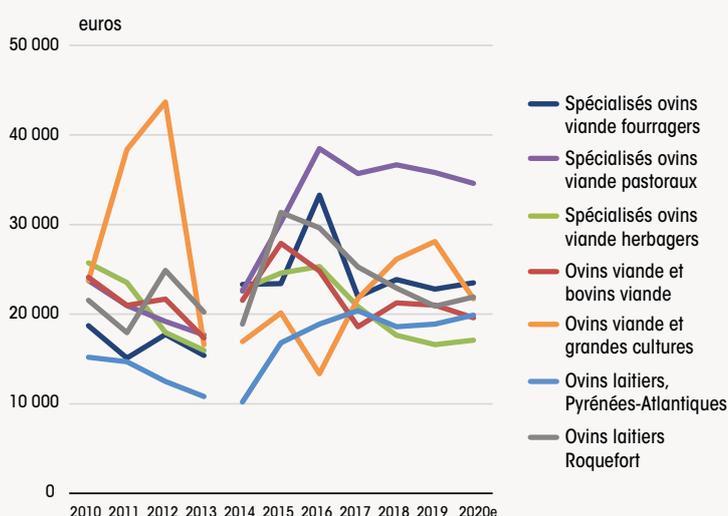
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2020 est établie à partir des résultats de 229 exploitations ovines allaitantes et 40 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif INOSYS-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont globalement supérieurs à la moyenne.

À l'exception des spécialisés ovins viande pastoraux, dont le résultat courant moyen approche 35 000 €/UMO, les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 17 000 €/UMO (spécialisés ovins viande herbagers) à 23 500 €/UMO (spécialisés ovins viande fourragers).

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



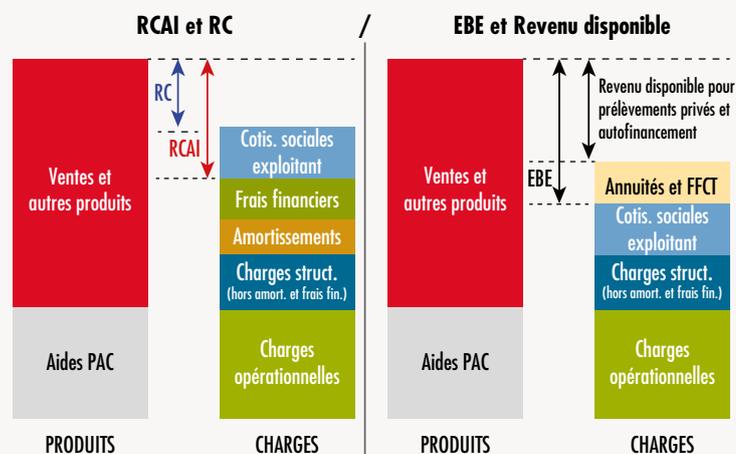
La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2020 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2019 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

FERMES OVINES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif INOSYS - Réseaux d'élevage compte 350 exploitations ovines suivies en 2019, dont 320 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Plus d'informations : <http://idele.fr/services/outils/observatoire-inosys-reseaux-delevage>



LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE 2019

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE FOURRAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DE LA ZONE ROQUEFORT	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	14	83	51	41	40	21	19
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	40 000 €	34 700 €	54 700 €	58 100 €	52 500 €	55 200 €	41 200 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	41%	44%	23%	54%	48%	43%	38%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	27 800 €	22 600 €	43 100 €	35 500 €	28 300 €	30 900 €	23 800 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	22 800 €	16 600 €	36 200 €	28 100 €	21 000 €	20 900 €	18 900 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	26 700 €	20 700 €	43 500 €	24 800 €	29 300 €	31 600 €	27 500 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES REVENUS 2020

Les évolutions 2020/2019 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données d'appui technico-économique, données interprofessionnelles, Arvalis).

PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2020/2019

BASSIN	FOURRAGERS	HERBAGERS	PASTORAUX
NORD-OUEST ET GRAND-EST	+3%	+11%	-
CENTRE-EST	+3%	+3% / +9%	-
CENTRE-OUEST	+6%	+9%	-
SUD-EST ET SUD-OUEST		+5%	

Source : Observations Inosys-Réseaux d'Élevage

PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIÉR

Évolutions régionales 2010/2019

	ROQUEFORT	PYRÉNÉES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	+4,0%	+2,8%
PRIX DU LAIT	0%	+0,5%
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	+2,0%	-1,7%

Source : FranceAgriMer, Interprofession 64, Chambre d'agriculture 64, SIEOL appui technique

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2020/2019
AIDES DÉCOUPLÉES	-2,2%
AIDE OVINE	+0,3%
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	+2,5%
AIDES VÉGÉTALES COUPLÉES	-0,7%
AIDES 2 ND PILIER (ICH)	Inchangées, sauf pour les exploitations perdant l'accès à ces aides (-50% en 2020)

ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2015)

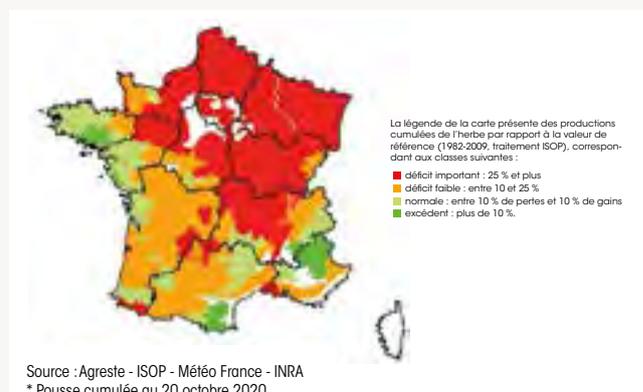


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

2020 : TROISIÈME SÉCHERESSE CONSÉCUTIVE

La majorité des régions ont été touchées par une 3^{ème} sécheresse, avec une hétérogénéité encore plus marquée que les années précédentes. Les régions moins impactées sur le plan fourrager ont toutefois été affectées par la baisse des rendements des céréales et de la paille, avec un marché qui s'est fortement tendu lors des achats tardifs.

INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES*

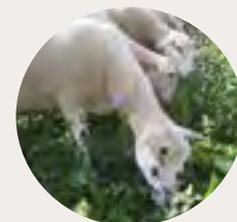


LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : résultat courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers + produits financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE « FOURRAGERS » INTENSIFS

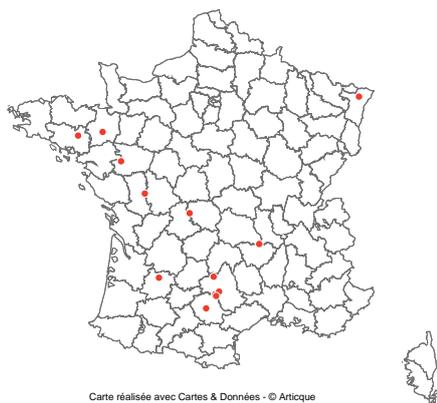
L'embellie des cours permet de compenser la hausse des charges



DONNÉES REPÈRES

- 1,3 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 60 ha de SAU dont 47 ha de SFP
- 489 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Le nombre d'exploitations de l'échantillon « système spécialisé fourrager intensif » a fortement régressé en quelques années, car de nombreuses exploitations ont réduit leur chargement à moins d'1,4 UGB/ha de SFP, les faisant basculer dans le type « herbager ». Les 14 exploitations étudiées sont essentiellement localisées sur un axe Nord-Ouest Atlantique Sud-Ouest du Massif central. Leur chargement, plus de 10 brebis/ha de SFP en moyenne, est le résultat de la pression foncière - la SAU moyenne n'est que de 60 ha - et d'un potentiel agronomique certain. Avec l'intégration récente de fermes bretonnes, les cultures fourragères représentent 7% de la SFP, contre 4% en 2018.

Une conduite assez intensive avec des brebis de races prolifiques et des périodes de mises bas réparties sur l'année.

Le travail repose sur un collectif restreint (1,2 UMO), quasi exclusivement familial. Avec plusieurs périodes d'agnelages réparties sur l'année, chaque éleveur gère en moyenne 381 brebis/UMO, pour une productivité numérique d'1,63 agneau/brebis. La quasi-totalité des agneaux sont vendus lourds, engraisés en bergerie, avec un poids moyen de 18,8 kg. Toutefois certaines exploitations du Sud-Ouest diversifient leurs circuits de commercialisation et la gamme de poids des agneaux.

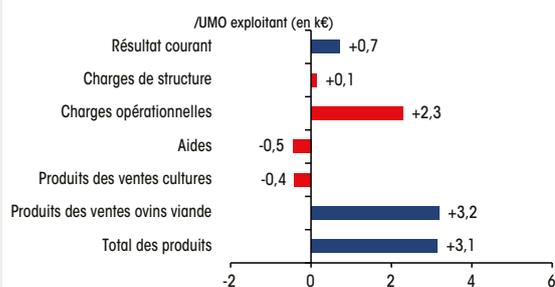
Malgré les sécheresses à répétition, ces exploitations restent autonomes en fourrages. La consommation moyenne de concentrés par couple brebis/agneau atteint 253 kg, soit 8,3 kg/kg de carcasse d'agneau. Seulement 24% des concentrés sont produits sur l'exploitation. La marge brute moyenne par brebis atteint 116 € (idem 2019), avec toujours une très forte variabilité : les meilleurs élevages dépassent 145 €/brebis, quand d'autres ne dépassent pas 75 €/brebis.

Des ventes sur les bonnes périodes, une légère augmentation des charges, un revenu stable.

Les différentes périodes de vente d'agneaux dans ces systèmes intensifs leur ont permis de ne pas subir de plein fouet la baisse de prix au moment de Pâques et de bénéficier de cours intéressants sur le reste de l'année. On estime qu'en fonction des zones, ces systèmes ont bénéficié d'un prix moyen supérieur de +3 à +6% par rapport à 2019. Mais la sécheresse 2020 a provoqué une hausse des charges alimentaires et des achats de litière, et même si les charges de structure semblent stabilisées : l'estimation de résultat courant ne progresse que très modérément (+3%/2019), à 23 500€/UMO exploitant.

Les élevages du quart supérieur, non représenté compte tenu de la taille de l'échantillon, se caractérisent d'abord par la très forte productivité de leur troupeau, à 1,95 agneau/brebis.

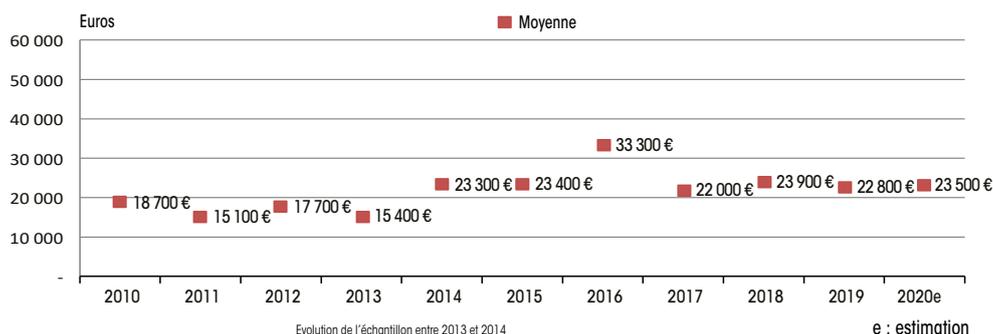
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS

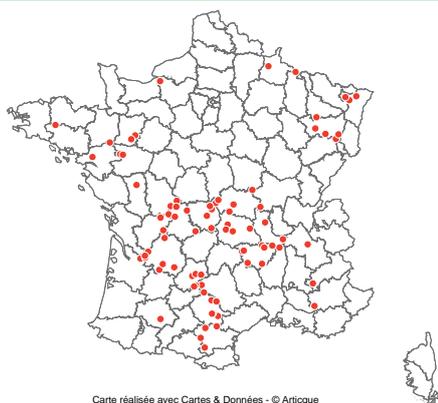
La hausse du prix des agneaux compense l'impact de la sécheresse, mais les revenus restent faibles



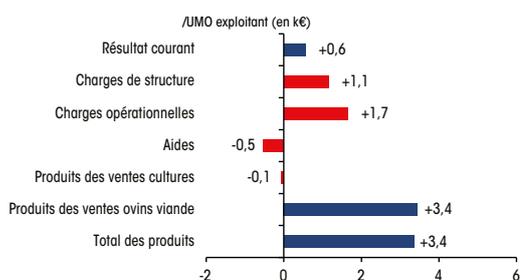
DONNÉES REPÈRES

- 1,4 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 92 ha de SAU dont 83 ha de SFP
- 538 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 83 EXPLOITATIONS



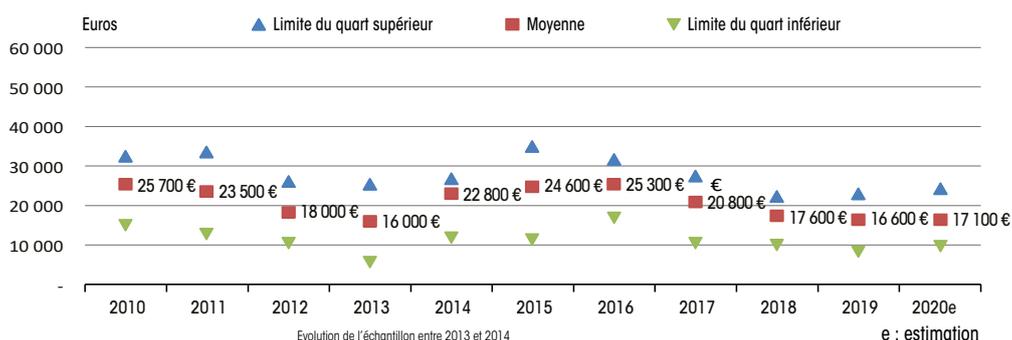
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Le groupe des spécialisés herbagers est le plus important du dispositif INOSYS ovins viande. Il couvre les principales zones de production, hormis la zone pastorale du Sud-Est. Avec un peu plus de 90 ha de SAU et 16 ha de parcours individuels pour 1,4 UMO, ces systèmes disposent de grandes structures, mais au potentiel agronomique généralement limité. Les 3 années de sécheresse successives ont pénalisé les résultats économiques, malgré l'embellie des cours de l'agneau en 2020.

Un nouveau déficit fourrager

La surface en cultures ne représente qu'une dizaine d'hectares, essentiellement destinés à l'alimentation du troupeau. Pour faire face aux aléas climatiques, les possibilités de mise en place de nouvelles cultures fourragères ou de dérobées sont donc limitées. Les leviers d'adaptation se concentrent sur l'amélioration de la gestion de l'herbe, avec la constitution de stocks de report et la valorisation par le pâturage dès que les conditions le permettent, y compris en hiver. La limitation du potentiel fourrager par les sécheresses n'incite pas toujours les éleveurs à jouer la carte de la fertilisation, un levier à ne pas négliger (15 Unités N/ha herbe en moyenne).

L'achat de paille et de concentrés pour compenser le manque d'herbe

Les sécheresses à répétition poussent à davantage de fourrages distribués (300 kg MS/brebis, contre 255 kg en 2016) et pèsent sur la productivité des brebis (1,20 agneau/brebis), dans des systèmes aux agnelages de saison prépondérants. La quantité de concentrés consommée atteint 8,5 kg/kg de carcasse produits. L'ensemble Grand Est, Nord-Ouest, Bourgogne et Allier a été le plus affecté par la sécheresse 2020, avec une hausse de 20% des charges d'alimentation et de litière : achats supplémentaires de concentrés, mais aussi de paille, dont le prix a flambé. Dans les autres régions ce sont essentiellement ces achats de paille qui ont été majorés.

Face à la hausse des charges, le prix de l'agneau assure la stabilité du résultat courant

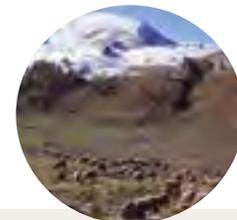
La hausse du prix de l'agneau au 2^{ème} semestre (+5% à +11% suivant les régions) est le point positif de cette année 2020. L'amélioration du produit ovin permet de compenser la hausse des charges opérationnelles et de structure, de même que la légère baisse des aides. Le résultat courant se stabiliserait donc, mais à un niveau qui reste faible, à environ 17 000 €/UMO exploitant.

Les élevages du quart supérieur se distinguent par le niveau de productivité et la maîtrise des concentrés distribués

Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par des structures un peu plus grandes. Le chargement n'est pas différent de la moyenne (0,9 UGB/ha SFT), mais la conduite est plus efficace, avec une productivité supérieure (1,28 agneau par brebis contre 1,20) et une moindre consommation de concentrés (7,4 kg/kgc contre 8,5). La part de concentrés prélevée est légèrement plus élevée que la moyenne du groupe : 32% contre 28%. Ces éleveurs maîtrisent mieux la quantité de fourrages distribués et en achètent moins. La marge brute atteint 110 €/brebis, soit 25 € de plus que la moyenne.

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

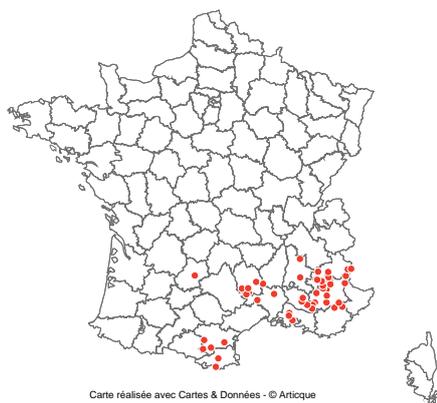
Le revenu se tasserait un peu, mais reste le plus élevé de tous les systèmes ovins



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 69 ha de SAU dont 59 ha de SFP
- 277 ha de parcours individuels
- 610 brebis

LOCALISATION DES 51 EXPLOITATIONS



Localisés dans les montagnes sèches et l'arrière-pays de la grande zone pastorale sous influence méditerranéenne, ces élevages sont de taille importante, avec 610 brebis en moyenne. La composante pastorale est prédominante : 82% de parcours individuels dans la surface fourragère totale, 69% de recours à des parcours collectifs. Ces derniers comprennent le plus souvent une estive collective qui assure l'alimentation du troupeau pendant plusieurs mois, en général de juin à octobre. Ce fort déploiement pastoral se traduit par un chargement très faible (0,3 UGB/ha, hors parcours collectifs) et peut nécessiter une grande mobilité des troupeaux (transhumances, recours fréquent au gardiennage). Cette logique pastorale est encore renforcée par la recherche de surfaces additionnelles supplémentaires, pour favoriser le maintien des effectifs de brebis. Si la main-d'œuvre familiale reste prédominante (84%), le recours au salariat se développe avec la pression croissante de la prédation par le loup.

Des pratiques d'élevage extensives

Ces systèmes d'élevage utilisent des races adaptées à la conduite sur parcours, rustiques et peu prolifiques, en pur ou en croisement avec des races bouchères. Avec des pratiques d'élevage extensives (âge tardif à la première mise en lutte, pas d'accélération du rythme d'agnelage), une production significative d'agneaux non finis ou légers (17% en moyenne), des poids de carcasse de l'ordre de 15,5 kg, la productivité moyenne par brebis reste limitée (0,98 agneau) et relativement stable.

Des systèmes pâturants, économes sur les concentrés, pas toujours autonomes

La distribution de fourrages grossiers est limitée, en moyenne 245 kg MS/brebis, caractérisant des systèmes très pâturants, grâce à une forte composante pastorale. Rapportée à la brebis, la consommation moyenne d'aliments concentrés est réduite, 98 kg en moyenne, soit autour de 6 kg par kg de carcasse d'agneau produit. Seulement la moitié des élevages produisent des céréales pour l'autoconsommation du troupeau, avec une autonomie qui reste assez limitée (33% en moyenne). Il en résulte une stratégie d'alimentation visant à l'économie sur le concentré et les fourrages distribués.

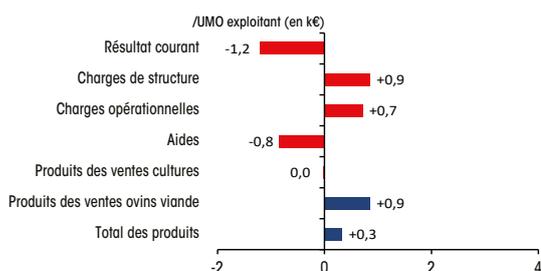
Un revenu 2020 en très légère baisse

Malgré la remarquable embellie des cours des agneaux, le résultat courant, estimé à 34 500 €/UMO exploitant, serait en léger repli de -3% et de -1 200 €/UMO par rapport à 2019. Cette diminution est essentiellement liée à la poursuite de l'augmentation des charges, notamment celles liées à l'alimentation du troupeau, mais aussi à une légère érosion des aides perçues.

Les élevages du quart supérieur : plus grands, plus pastoraux et plus économes

Ces élevages se caractérisent par des troupeaux un peu plus importants (pratiquement 700 brebis en moyenne), avec un peu moins de 2 UMO par exploitation. Ils sont plus pâturants, avec une distribution de fourrages réduite à 150 kg MS/brebis (35% de moins que la moyenne du groupe), et ils mobilisent presque 40% de plus de surfaces pastorales. Ils sont remarquablement économes en concentrés : 54 kg/brebis, soit 4,2 kg/kg produit, un niveau inférieur de 33% à la moyenne.

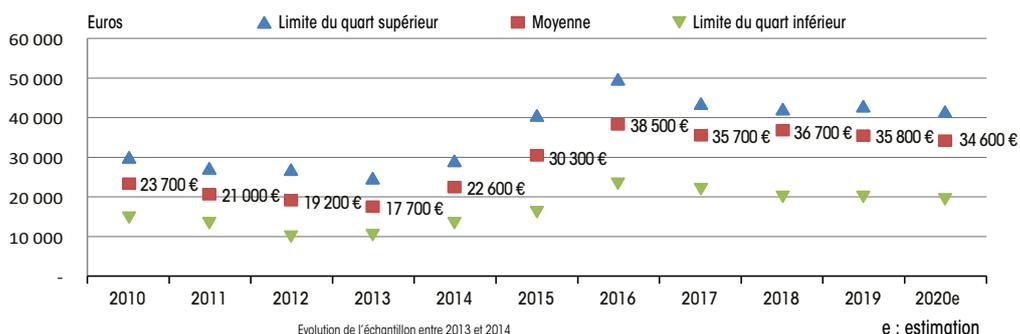
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

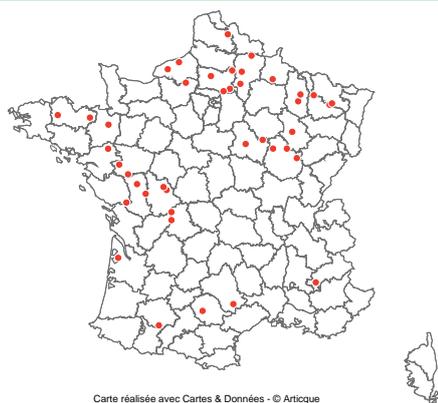
Le revenu pénalisé par les rendements cultureaux



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 139 ha de SAU dont 46 ha de SFP et 92 ha GC
- 453 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 41 EXPLOITATIONS



Principalement localisées dans la moitié nord de la France, de part et d'autre du Bassin Parisien, et dans l'Est, ces exploitations se caractérisent par deux tiers de la SAU en grandes cultures. Le tiers restant est valorisé par un troupeau ovin de 450 brebis en moyenne. Les conduites sur ces ateliers varient en fonction des secteurs, avec des ressources alimentaires permettant d'atteindre un chargement de 1,8 UGB/ha SFP.

Valorisation des cultures par l'atelier ovin

À 1,24 agneau/brebis, la productivité des brebis est en léger recul. La valorisation des cultures produites sur l'exploitation ne pousse pas aux économies, la consommation de concentré dépassant 11 kg/kgc. Dans cet échantillon, on n'observe donc pas, pour l'instant, d'impact du développement du pâturage de couverts végétaux ou de cultures. Pourtant, avec une autonomie en concentré de 33%, ces exploitations subissent aussi les effets l'augmentation des prix des aliments depuis la fin 2020.

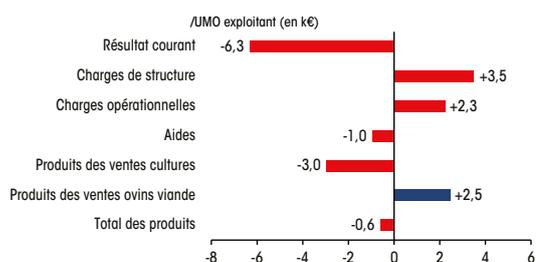
En 2020, des pertes culturelles presque compensées par l'atelier ovin

La forte revalorisation du prix de l'agneau s'est traduite par une augmentation des produits de 2 500 €/UMO. Cette progression a presque permis de compenser l'impact de la chute des rendements des cultures (-3 000 €/UMO). Même si ces systèmes disposent de marges de manœuvre pour faire face à la sécheresse, celle-ci a contribué à l'augmentation des charges, au moins dans le quart Nord-Est. À 21 700 €/UMO exploitant, le revenu serait en forte baisse (-23% /2019) et reviendrait au niveau de 2017.

Un quart supérieur plus orienté vers les cultures et plus économe

Contrairement à 2019, le quart supérieur se caractérise surtout par des chargements plus faibles (1,6 UGB/ha SFP), qui ont permis de passer plus facilement la sécheresse, d'où une consommation de concentré un peu inférieure. On peut également pointer le bon prix des agneaux (132 €), lié à des poids de vente particulièrement élevés (jusqu'à 20 kg de carcasse).

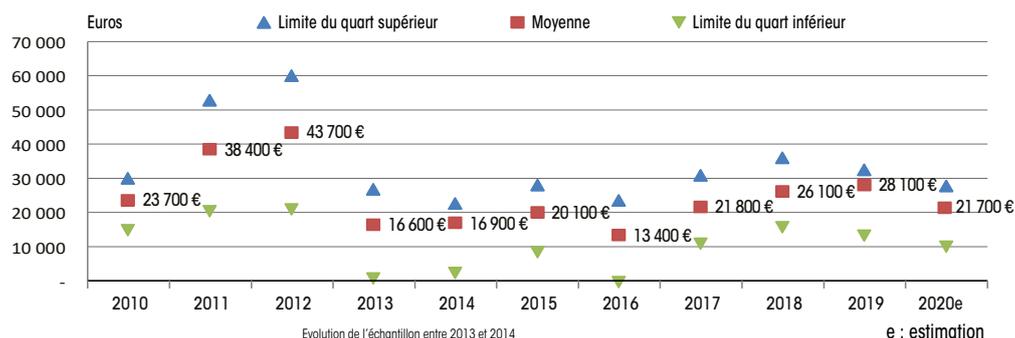
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

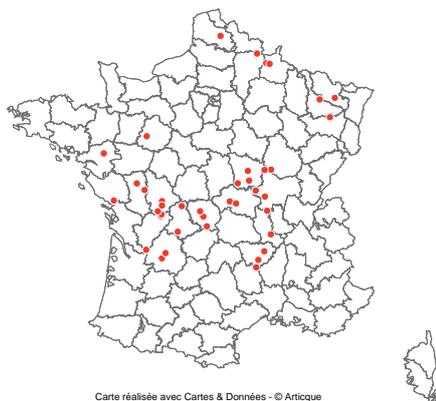
La meilleure conjoncture ovine limite l'impact de la sécheresse



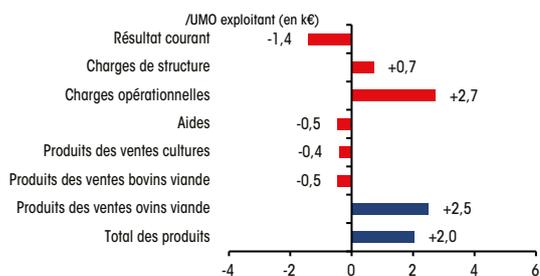
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 174 ha de SAU dont 145 ha de SFP
- 409 brebis allaitantes et 68 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Comparées à celles des spécialisés, les structures de ces systèmes mixtes sont de plus grande dimension. Elles restent avant tout herbagères, avec seulement 17% de cultures dans la SAU. Les ovins y sont légèrement minoritaires, en moyenne 42% des UGB. Malgré un chargement relativement modéré (1,2 UGB/ha SFP), leur fonctionnement doit désormais s'adapter pour faire face à la répétition des aléas climatiques. En 2020, la baisse des rendements en paille, dont les ateliers bovins sont très consommateurs, s'est ajoutée à la sécheresse estivale.

La hausse du produit ovin permet de compenser les baisses en bovin viande et grandes cultures

La reprise des cours après Pâques a permis une valorisation des agneaux nettement supérieure à celle de 2019. Cumulé à des résultats de reproduction satisfaisants, le produit de l'atelier ovin aurait progressé de +2 500 €/UMO. Mais, du côté des ateliers bovins, la revalorisation du prix des femelles n'a pas permis de compenser la baisse des prix des mâles (JB et broutards). Les baisses de rendements ont provoqué un recul du produit des grandes cultures, malgré des prix de vente à la hausse.

Des charges opérationnelles obérées par la sécheresse

L'année 2020 a été marquée par de forts épisodes de sécheresse, surtout localisés dans le quart Nord-Est (Bourgogne, Grand-Est, Hauts-de-France, Allier, etc.), où le surcoût moyen lié aux achats d'aliments et de paille, par rapport à 2019, est estimé à plus de 6 000 € par exploitation. Toutefois, les conditions climatiques automnales et hivernales ont permis de laisser des animaux en extérieur et d'économiser fourrages et paille. Au final, les charges opérationnelles ont augmenté de +2 700 €/UMO.

Un résultat de nouveau en recul

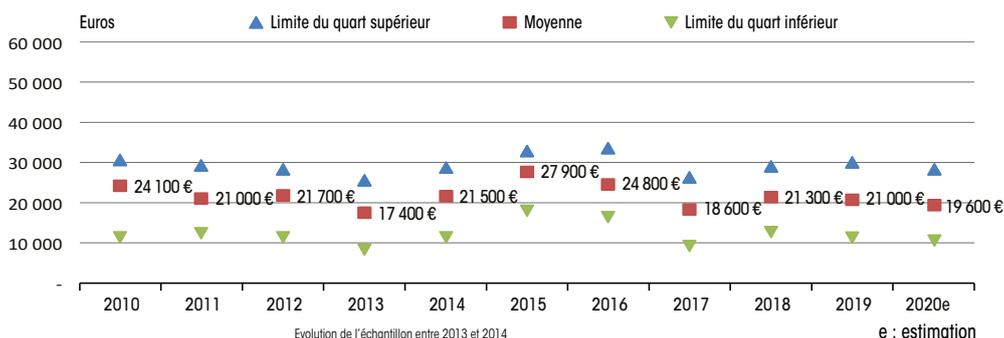
Comme les années précédentes, le revenu de ces systèmes mixtes, qui permettent de « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier », se situe à un niveau intermédiaire entre ceux des spécialisés ovins herbagers et fourragers. Il est plutôt supérieur à celui des spécialisés bovins, à atelier équivalent. Estimé à 19 600 €/UMO exploitant, il serait toutefois en recul de -7% d'une année sur l'autre (-1 400 €/UMO).

Quart supérieur : moins de fourrages distribués pour les ovins

Les élevages du quart supérieur se caractérisent d'abord par des structures plus grandes, mais aussi plus chargées (+0,1 UGB/ha en moyenne). Ce plus fort chargement se traduit par davantage de fourrages distribués pour les bovins, mais ce n'est pas le cas pour les ovins (-30 kg MS/brebis) : ceux-ci valorisent les complémentarités potentielles liées au pâturage hivernal. On peut aussi pointer un prix moyen des agneaux particulièrement élevé (plus de 140 €/tête), lié à une production centrée sur le 2nd semestre.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DE LA ZONE ROQUEFORT

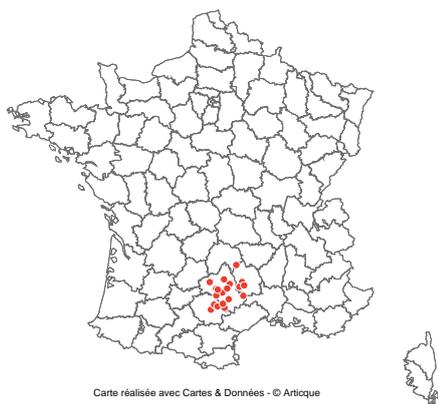
Après 4 années de baisse, un rebond pour le revenu 2019/2020



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totale dont 1,9 UMO exploitant
- 98 ha de SAU dont 77 ha de SFP
- 444 brebis présentes, 146 900 litres de lait
- 71% d'exploitations spécialisées

LOCALISATION DES 21 EXPLOITATIONS



Localisées dans la partie sud du Massif central, ces exploitations produisent du lait valorisé pour 85% d'entre elles en AOP Roquefort. À près de 147 000 litres, la production laitière moyenne est supérieure de 35% à la collecte moyenne Roquefort.

Entre 2015 et 2019, très forte progression des charges

Eu cours de cette période, les exploitations suivies se sont agrandies : SAU et SFP ont augmenté respectivement de +12 ha et +11 ha et les troupeaux de 26 brebis. Mais c'est surtout l'évolution de la production laitière qui est marquante: +28 000 litres par exploitation en moyenne, soit +22% en 4 ans. Cette évolution s'accompagne d'une progression très importante de l'ensemble des charges (+37%), bien au-delà de l'évolution du prix des matières premières : au cours de cette même période, l'IPAMPA a progressé de +5%. En 5 ans, la part des charges de structure dans le total des produits a augmenté de 9 points, passant de 49 à 58%. Cette augmentation s'explique pour partie par l'évolution des amortissements et des frais financiers en lien avec les investissements réalisés au cours de cette période.

Après un repli en 2019, la collecte régionale rebondit de +3,5% en 2020

Suite à un printemps tardif, qui s'explique par un manque d'eau et des gelées tardives, la campagne 2020 a démarré avec des stocks fourragers limités, mais de relativement bonne qualité. Après un été sec, la pluviométrie a souvent été insuffisante pour le pâturage d'automne, réussir les semis et dans certains cas réapprovisionner les sources pour l'abreuvement des troupeaux. La qualité des fourrages, la bonne réussite de la lutte et un hiver particulièrement doux expliquent l'augmentation de la collecte laitière en début de campagne. Par la suite, l'arrivée tardive du froid et de la neige est venue ralentir cette évolution, répondant à la demande des laiteries de réduire leur collecte au début de la crise sanitaire du Covid-19 au printemps 2020.

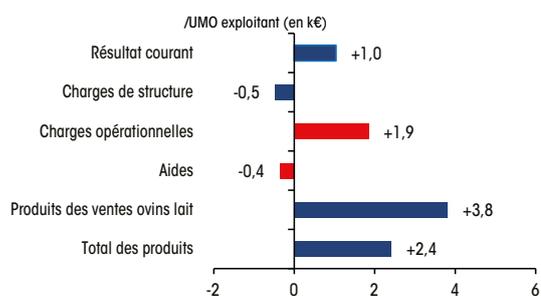
Revenu en hausse, à près de 22 000 € par UMO exploitant

Pour les exploitations suivies, le total des produits est attendu à la hausse : l'augmentation du volume de lait et, dans une moindre mesure, du prix des agneaux compenseraient la baisse de rendement en céréales et la diminution des aides.

Malgré un léger recul de l'IPAMPA, qui reste à un niveau très élevé, le total des charges progresse. En cause, l'évolution des charges d'alimentation : hausse des quantités d'aliments concentrés en lien avec l'évolution de la production laitière et des achats de fourrages pour compenser les moindres récoltes. Sans anticiper d'éventuels nouveaux investissements, la baisse du revenu enregistrée ces dernières années devrait se traduire par une baisse des cotisations sociales et des charges de structure.

Avec une hausse attendue de l'ordre de +5% /2019, le résultat courant serait proche de 22 000 € par UMO exploitant. Les écarts restent importants entre élevages. Les éleveurs avec les meilleurs revenus (quart supérieur) se distinguent par une meilleure productivité des troupeaux, + 30 litres par brebis en moyenne, et une très bonne maîtrise des charges, tout particulièrement de structure. Le résultat courant représente pour ceux-ci 26% du produit d'exploitation, soit 12 points de mieux que la moyenne de notre échantillon.

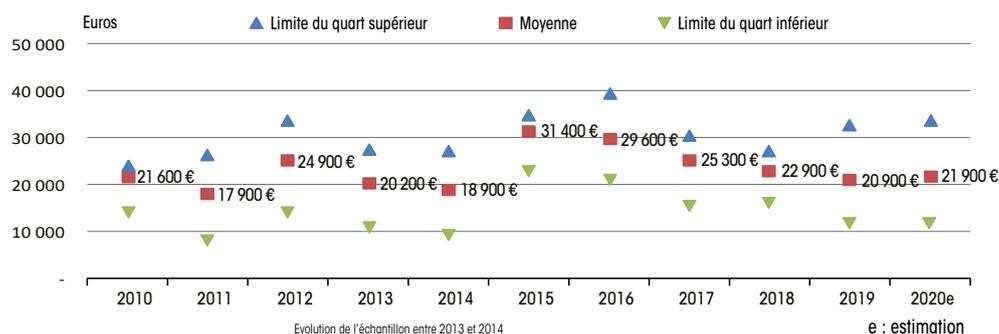
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Le revenu en légère hausse, à près de 20 000 € par UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 35 ha de SAU dont 34 ha de SFP
- 378 brebis présentes, 67 700 litres de lait
- 68% d'exploitations mixtes (18 VA dans ce cas)

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



Localisés dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, les éleveurs suivis sont également engagés dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. Le volume de lait livré se situe autour de 68 000 litres, soit 36% de plus que la moyenne départementale.

Des structures très stables depuis 5 ans

Au cours des 5 dernières campagnes, la taille des exploitations suivies a peu évolué : la SAU et la SFP ont augmenté d'un peu plus d'un hectare et le troupeau d'une dizaine de brebis seulement. Mais compte tenu de l'évolution de la productivité des brebis, le volume de lait produit s'est accru de près de 8 000 litres, soit +12%. Au cours de cette même période, la hausse des charges a suivi de très près la progression du produit courant d'exploitation qui est de +12%. Au final, le résultat courant a peu évolué, se situant entre 19 et 20 000 € par UMO exploitant.

Poursuite de la hausse de la production laitière, mais un prix des agneaux en berne

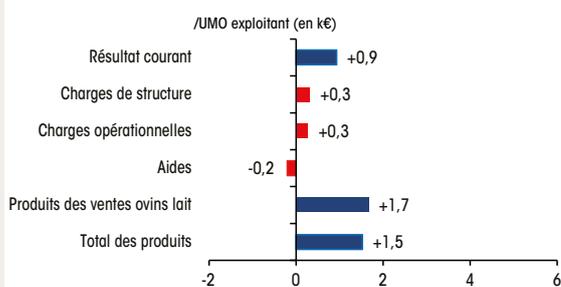
Contrairement à l'année précédente, le printemps et l'été 2019 avaient été relativement favorables à la constitution de stocks de fourrages pour la campagne 2020. Par la suite, les bons résultats de reproduction ont permis d'avoir des mises bas groupées et un bon démarrage de la production laitière. Enfin, l'hiver 2020 particulièrement doux a été favorable au pâturage des brebis. Dans ce contexte, la production laitière a encore progressé en 2020, de +2,8% en moyenne par exploitation. Et si le prix du lait a encore légèrement progressé, il n'en est pas de même du prix des agneaux, dont le cours, particulièrement impacté par la crise du Covid-19, a baissé pour la 5^{ème} année consécutive. Au final, l'évolution du produit de l'atelier ovin lait devrait entraîner une hausse du produit courant d'exploitation de l'ordre de +1% en moyenne.

Légère hausse du résultat courant à près 20 000 € par UMO exploitant

Les charges opérationnelles et les charges de structure sont prévues en légère hausse. L'augmentation des achats de concentrés, liée à l'évolution de la productivité laitière des troupeaux, et celle des frais vétérinaires expliquent l'augmentation des charges opérationnelles. Les charges fixes progressent quant à elles très légèrement, en dépit de la forte baisse du prix du carburant.

Au final, le revenu progresserait de près de +5%, à près de 20 000 € par UMO. Comme les années précédentes, les écarts restent importants entre élevages. Les éleveurs qui ont les meilleurs revenus se distinguent par leur très bonne maîtrise des charges. Pour une production laitière à peine supérieure : 184 litres, soit +3 litres par brebis, les charges d'alimentation directes (coût des concentrés distribués et des fourrages achetés) sont 20% inférieures. Pour ces élevages du quart supérieur, les charges opérationnelles et les charges de structure représentent respectivement 26% et 29% du produit d'exploitation, contre 36% et 47% en moyenne d'échantillon.

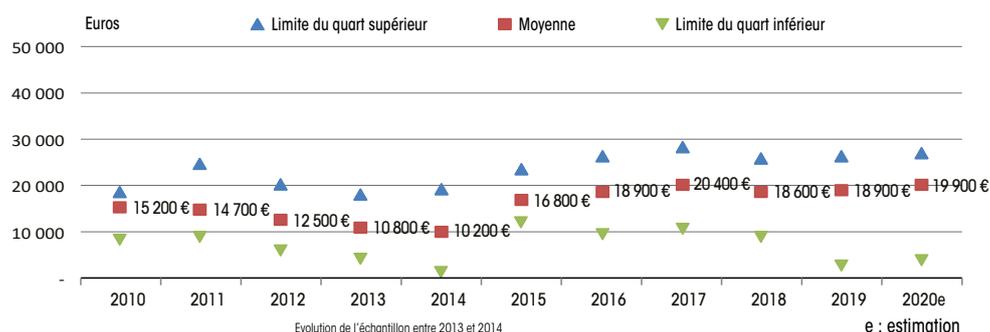
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

7

PERSPECTIVES 2021

Vers un nouveau recul du disponible mondial ?

La production et la consommation européennes de viande ovine sont de nouveau attendues en baisse en 2021. En France, le disponible pour la consommation devrait encore se resserrer, la timide hausse de production ne suffira pas à compenser la nouvelle baisse des importations de viande.

La demande mondiale reste structurellement soutenue du fait de la croissance démographique et de la hausse des revenus des classes moyennes. L'impact persistant de la fièvre porcine africaine sur les approvisionnements chinois en protéines animales amplifie encore la demande globale.

La hausse des envois australiens pourrait contrebalancer la baisse des envois néozélandais, mais les expéditions océaniques resteront somme toute limitées face à l'ampleur de la demande. L'année 2021 est aussi marquée par la sortie commerciale du Royaume-Uni du marché unique européen et par la poursuite de la pandémie de coronavirus perturbe toujours les marchés, plus ou moins intensément selon les pays impactés et les mesures sanitaires qui y sont prises. Tout dépendra de la généralisation et de l'efficacité de la vaccination qui conditionnera la réouverture de la restauration et du tourisme international.



FRANCE 2021

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1 000 téc	2018	2019	2020	2021 _p	2021/20
Abattages contrôlés	81	81	80	81	+1%
Importations	92	91	82	79	-4%
Exportations	9	8	7	7	-4%
Consommation	164	164	155	153	-1%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

moyens de carcasses stables. Début 2021, les sorties d'agneaux Lacaune, issus de la production laitière, ont permis de dynamiser les abattages français au 1^{er} semestre.

En plus des freins à l'exportation induits par le Brexit, le repli des disponibilités au Royaume-Uni perdure, tout comme l'appétit de la Chine en viande océanique, ce qui va probablement restreindre les disponibilités en viandes importées par la France. On peut toutefois s'attendre à une nouvelle hausse des envois irlandais ainsi qu'à un regain des envois espagnols vers l'Hexagone. Malgré la timide reprise de la production, nous prévoyons une contraction des disponibilités en viande ovine sur le marché français, provoquant *in fine* une baisse de la consommation et probablement des expéditions françaises de viande ovine.

Comme en 2020, Pâques est tombé au début du 3^{ème} confinement des Français mais contrairement à l'an dernier, malgré les incertitudes, les ménages ont acheté de l'agneau pascal. Le Ramadan, qui a débuté une semaine après Pâques, le 13 avril, a largement continué de soutenir la demande. Face à une bonne correspondance entre la demande dynamique et l'offre, la cotation française qui avait déjà atteint un niveau exceptionnel en 2020 (+9% /2019) pourrait battre de nouveaux records en 2021.

Le marché français de la viande ovine mettra du temps à retrouver un nouvel équilibre, d'autant que nul ne sait quelle sera l'ampleur de la reprise et si l'automne se connaîtra pas une 4^{ème} vague malgré l'accélération de la vaccination en ce printemps.

L'approvisionnement français pourrait manquer face à une demande dynamique

Les importations d'ovins vifs devraient demeurer en hausse, pour venir compléter l'approvisionnement français en 2021, tandis que les envois d'ovins vifs devraient rester aux (bons) niveaux de 2020. Au total, la production française de viande ovine pourrait légèrement augmenter par rapport à 2020, en anticipant des poids

OCÉANIE 2021

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE (1 000 téc)	2018-19	2019-20	2020-21p	Variation
"Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)"	406	411	380	-8%

AUSTRALIE (1 000 téc)	2019	2020	2021p	Variation
Exportations de viande ovine	535	474	505	+6%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après *Beef & Lamb NZ, Trade Map et Meat & Livestock Australia*

de -7%, à 17,4 millions de têtes. Il en serait de même pour les envois de viande d'agneau (-7%) à 300 000 téc, en supposant des poids carcasse stables d'une campagne à l'autre.

Les exportations d'ovins adultes sont attendues en plus forte baisse, de -11%, à 3 millions de têtes : la sécheresse dans l'île du Nord jusqu'à l'automne 2020 a contraint les agriculteurs à réduire les effectifs. Les envois de viande d'ovins adultes devraient aussi reculer, de -10% d'une campagne à l'autre, à 79 000 téc d'oct.2020 à sept.2021 : en raison de la poursuite de la recapitalisation du cheptel reproducteur. La demande dans les marchés clés à l'export devrait rester inférieure aux niveaux pré-Covid. Au total, les envois néozélandais de viande ovine pourraient reculer de -8% (-31 000 téc) durant la campagne 2020-2021 /2019-2020, à 380 000 téc.

En **Australie**, après avoir consacré une année entière à recapitaliser, le cheptel ovien est prévu à la hausse en juin 2021, de +5% /2020, à 67,3 millions de têtes. Cette augmentation est principalement due à l'amélioration des conditions saisonnières dans les principales régions productrices d'ovins, à l'Est de l'Australie. *Meat & Livestock Australia* prévoit une hausse des abattages d'agneaux de +4% /2020, à 20,8 millions de têtes, avec l'hypothèse d'un troupeau déjà en partie réformé et surtout en l'absence de perturbations des capacités de production. Le nombre de brebis réformées est aussi prévu à la hausse, de +2% /2020, à 6,6 millions de têtes. Cela ne va toutefois pas compenser la réduction substantielle enregistrée en 2020, inférieure de 10% aux prévisions. Le poids moyen des agneaux devrait croître, en lien avec une alimentation abondante et de qualité, comme c'était le cas en 2020. *In fine*, la production d'agneaux devrait progresser de +6% /2020, à 508 000 téc, tandis que la production de viande de réformes devrait rester stable, à 170 000 téc.

Les exportations australiennes de viande d'agneau pourraient bondir de +10% /2020, à 339 000 téc, tandis que celles de viande d'ovins adultes devraient se stabiliser, à 166 000 téc. Au total, les envois progresseraient de +6% /2020, soit +31 000 téc.

Des exportations océaniques stables en 2021

En **Nouvelle-Zélande**, le cheptel ovien a reculé de -2% en juin 2020 /2019, à 26,2 millions de têtes. Cette baisse est surtout due à un repli des effectifs d'*Hoggets* (agneaux entre 12 et 24 mois), de -8% d'une année sur l'autre, à 8 millions de têtes : la sécheresse sur la campagne 2019-2020, mais aussi la légère diminution du taux d'agnelage (126%, contre 127% en 2019) en sont les principales causes. Le cheptel de reproductrices était quant à lui stable, à 16,8 millions de têtes, ce qui a en partie contrebalancé la baisse des effectifs d'*Hoggets*. Par conséquent, le nombre d'agneaux produits pour l'export sur la campagne oct. 2020-sept. 2021 devrait diminuer

La production européenne de viande ovine devrait de nouveau se contracter en 2021

En 2021 le Royaume-Uni étant officiellement sorti du marché européen est traité à part et l'UE est ramenée à 27 pays membres.

L'enquête fin 2020 montrait un repli du cheptel ovien européen /2019, bien que le nombre de brebis reproductrices ait légèrement augmenté, en France et en Grèce. Selon la Commission européenne, la production devrait de nouveau se replier en 2021, de -1%. Même l'Irlande, avec un cheptel plus étoffé début 2021, devrait voir sa production régresser : hausse des abattages d'agneaux en 2020, meilleur taux de femelles gardées pour le renouvellement et importations d'ovins vifs d'Irlande du Nord diminuées post-Brexit. Les incertitudes liées au Brexit ont aussi pu induire des mises à l'engraissement timides au 2nd semestre 2020 en Irlande, impactant les sorties de 2021.

En 2021, la production de l'UE-27 est prévue en repli de -1%, en raison d'un déclin structurel du cheptel ovien européen au cours des dernières années et d'un recul des abattages. Cela devrait contribuer à une augmentation des prix intérieurs.

Les mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie de Covid-19 perdurent, et notamment la fermeture des services de restauration début 2021 qui continue de bouleverser les circuits de commercialisation des produits alimentaires. Elles influencent par ailleurs plutôt favorablement le marché de la viande d'agneau : les ménages cuisinent davantage et les déplacements limités, notamment lors des fêtes religieuses (en particulier musulmanes), empêchent les voyages vers le continent africain et accroissent dans un même temps le nombre de consommateurs européens sur la période donnée.

La baisse des importations de viandes ovines devrait se poursuivre (-3% /2020), principalement en provenance d'Océanie, et ainsi réduire le disponible (-2% /2020) ; d'autant que les exportations de viande ovine par l'UE-27 devraient rester aux niveaux de 2020, en lien avec un manque d'approvisionnement et des prix élevés de la viande d'agneau.

UNION EUROPÉENNE 2021

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

ROYAUME-UNI (1 000 téc)	2019	2020	2021p	2021/20
Abattages	307	297	285	-4%
Importations de viande ovine	72	66	64	-2%
Exportations de viande ovine	97	90	86	-4%
Consommation par bilan	283	272	263	-4%

IRLANDE (1 000 téc)	2019	2020	2021p	2021/20
Abattages	66	66	68	2%
Importations de viande ovine	7	6	6	-5%
Exportations de viande ovine	60	62	63	2%
Consommation par bilan	13	11	10	-2%

ESPAGNE (1 000 téc)	2019	2020	2021p	2021/20
Abattages	121	114	117	2%
Importations de viande ovine	8	5	5	-3%
Exportations de viande ovine	43	41	43	5%
Consommation par bilan	86	78	78	0%

UNION EUROPÉENNE à 27 (1 000 téc)	2019	2020	2021p	2021/20
Abattages	548	538	533	-1%
Importations de viande ovine	150	141	137	-3%
Exportations de viande ovine	46	47	47	0%
Consommation par bilan	652	632	622	-2%

p : prévisions

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et AHDB - *Beef & Lamb*



DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2020
Perspectives 2021

N° 519 - Avril 2021

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Caprins 2020.

Perspectives 2020. N° 518 - Mars 2021

Dossier annuel Bovins lait 2020.

Perspectives 2021. N° 517 - Mars 2021

Dossier annuel Bovins viande 2020.

Perspectives 2021. N° 516 - Janvier 2021

Dossier Brésil viande.

N° 514-515 - Novembre-Décembre 2020 (à paraître)

Dossier Où va le lait ?

N° 513 - Octobre 2020

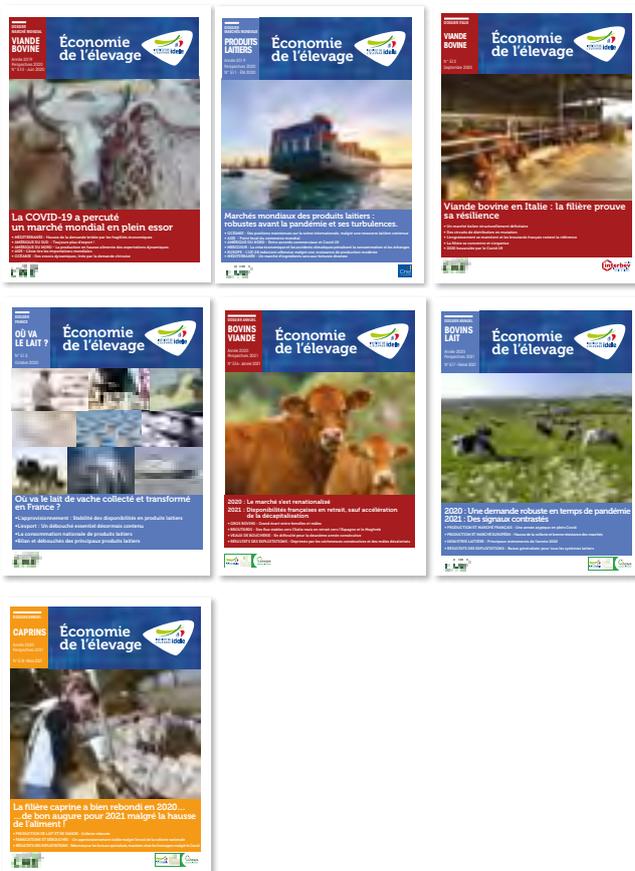
Dossier Italie : Viande bovine.

N° 512 - Septembre 2020

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2019. Perspectives 2020.

N° 511 - Été 2020

Dossier marché mondial viande bovine en 2019. Perspectives 2020. N° 510 - Juin 2020



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Carinne Maigret

Crédits photos : 1^{ère} de couverture @minicel73 _ AdobeStock - 3^{ème} de couverture @CIIRPO - P2 ©Carcasses CIIRPO ©Lacaune-Fotolia - P3 ©Fotolia-microstocker8715370_M - P6 ©Jean-Marc Arranz GISid64 - P7 ©La magie du moment_FlickrR - P10&12 TechOvin@Thierry Laporte (272) - P19 ©Evrenkalinbacack_Fotolia - ©P31 OV fourrager_A. Gouedard CA 35 - ©P32 OV herbager_O. Pagnot CA 86 - P33 ©FROSE - P34 ©OV-Cultures_V. Bellet/Institut de l'élevage - P35 ©OV-BV_V. Bellet/Institut de l'élevage - P37 ©JM ARRANZ, GIS ID 64 - P2-3-4-5-15-23-36-38 ©DR/Institut de l'élevage -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0021501004

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE